



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Arrêté préfectoral n°2023/04/DCSE/BPE/M du 1^{er} juin 2023 portant autorisation environnementale à la société SIBELCO FRANCE de poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de sables siliceux, grès et calcaires sur le territoire des communes de Amponville et de La-Chapelle-la-Reine.

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code forestier, notamment ses articles L.341-1 et suivants et R.341-1 et suivants ;

VU le Code minier ;

VU le Code du patrimoine ;

VU le Code rural et de la pêche maritime ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil général, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 modifié relatif à la liste des insectes protégés en région Île-de-France complétant la liste nationale ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 28 juin 2018 portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2017 ;

VU l'arrêté du 28 septembre 2020 du Ministère de l'Agriculture de l'alimentation et de la forêt portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyennée des terres agricoles au niveau national en 2019 ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain, protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2015222-0010 du 10 août 2015 fixant les modalités de calcul des compensations liées aux autorisations de défrichement en Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85 CAR 018 du 23 août 1985 pour lequel la société Grès et Sables Industriels (GSI) a été autorisée à exploiter, pour une durée de 20 ans, une carrière à ciel ouvert de sables industriels, grès et matériaux silico-argileux sur les parcelles cadastrées A n° 275 à 280, 283 à 296 et 324 d'une superficie globale approximative de 13,60 ha du territoire de la commune d'Amponville et sur les parcelles cadastrées section GT n° 150 à 152, 22, 234 à 237, 240 à 244, 247 à 264, 283 à 285 et 288 d'une superficie globale approximative de 13 ha du territoire de la commune de La Chapelle la Reine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 95 DAE 2M 014 du 05 mai 1995 autorisant la société Grès et Sables Industriels (GSI) à exploiter les parcelles cadastrées section G n°233, 238, 239, 245 et 246 au lieudit « Les Carrières » représentant une superficie de 69 à 75 ca de la commune de La Chapelle la Reine aux conditions de l'arrêté préfectoral n°85 CAR 018 du 23 août 1985 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 012 du 27 février 2001 autorisant la société GSI à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de sable siliceux et de grès sur le territoire sur les communes de La Chapelle-la-Reine et d'Amponville ;

VU l'arrêté préfectoral de Seine-et-Marne n°2003/DDAF/SFEE/117 du 11 juin 2003 portant fixation des seuils de superficie liés aux autorisations de défrichement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04/DAI/2M/034 du 13 juillet 2004 autorisant l'exploitation d'installations de traitement de matériaux à l'intérieur de la carrière, notamment une unité mobile de concassage-criblage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/M/032 du 23 décembre 2009 modifie les conditions d'exploitation de l'installation de concassage-criblage, à savoir le déplacement du concasseur dans l'emprise de la carrière ;

VU l'arrêté complémentaire n° 2017/DRIEE/UD77/026 du 22 mars 2017 modifie les conditions de remise en état et précise les conditions d'acceptation des matériaux inertes extérieurs ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-595 du 24 septembre 2021 portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 2021-11/DCSE/BPE/M du 29 octobre 2021 et n° 2022-03/DCSE/BPE/M du 21 février 2022 prolongeant la durée d'examen de la demande d'autorisation environnementale, présentée par la société SIBELCO FRANCE pour le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploitation de la carrière de sable siliceux et de grès située sur le territoire des communes de La Chapelle-la-Reine et Amponville ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-06/DCSE/BPE/M du 09 septembre 2022 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale relevant des articles L. 181-1 et L. 181-2 du code de l'environnement, sollicité par la société SIBELCO FRANCE, pour le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables siliceux et de grès située sur le territoire des communes de La Chapelle-la-Reine et Amponville ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/M du 20 février 2023 portant prorogation du délai pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale relevant de l'article L.181-1-2° du Code de l'environnement (installations classées pour la protection de l'environnement), sollicitée par la Société SIBELCO FRANCE, pour l'extension et le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables siliceux et de grès située sur le territoire des communes de La Chapelle-la-Reine et Amponville ;

VU l'arrêté préfectoral n°23/BC/028 du 7 avril 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance ;

VU le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne approuvé le 7 mai 2014 ;

VU la demande d'autorisation environnementale déposée le 04 février 2021 par la société SIBELCO FRANCE, dont le siège social est situé 2 rue Foljuif 77140 SAINT PIERRE LES NEMOURS, pour le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables siliceux et de grès située sur le territoire des communes de La Chapelle-la-Reine et Amponville ;

VU le dossier déposé à l'appui de la demande, complété les 18 mars 2021, 30 juillet 2021 et 1^{er} juillet 2022 et consolidé dans sa version datée de juillet 2022 ;

VU l'avis de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) en date du 25 mai 2019 ;

VU l'avis du Service nature, paysage et ressources de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France en date du 12 mars 2021 ;

VU l'avis de la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France en date du 28 septembre 2021 ;

VU l'avis de la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne en date du 28 septembre 2021 ;

VU l'avis de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France en date du 24 janvier 2022 ;

VU l'avis délégué de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France en date du 04 avril 2022 ;

VU le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France en date du 05 juillet 2022 déclarant complet et régulier le dossier précité de demande d'autorisation environnementale ;

VU le mémoire de la société SIBELCO FRANCE daté de juillet 2022 en réponse à l'avis de la MRAe ;

VU le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 05 janvier 2023 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de la commune Boissy-aux-Cailles en date du 17 novembre 2022 ;

VU l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Buthiers en date du 21 novembre 2022 ;

VU l'absence d'avis des conseils municipaux des communes de La-Chapelle-la-reine et de Amponville ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 30 mars 2023 ;

VU l'avis favorable à la majorité de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de Seine-et-Marne dans sa formation spécialisée « carrières » après la consultation électronique de ses membres du 24 avril au 8 mai 2023 inclus ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du pétitionnaire le 19 mai 2023 ;

VU les observations formulées le 31 mai 2023 par le pétitionnaire sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que les activités projetées relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et des rubriques 1.1.2.0, 1.1.1.0 et 1.3.1.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

CONSIDÉRANT que le projet permet d'assurer la pérennité de la société SIBELCO FRANCE, laquelle assure ainsi le maintien des emplois directs et indirects liés à cette extraction ;

CONSIDÉRANT que le projet permet l'exploitation de gisements dont l'intérêt et la qualité sont reconnues par le schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) et que pour l'ensemble de ces considérations, il relève ainsi de raisons impératives d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 341-5 du Code forestier ;

CONSIDÉRANT la déclaration du choix de compenser les opérations de défrichement par la réalisation de travaux d'amélioration sylvicole ;

CONSIDÉRANT que les matériaux d'origine extérieure utilisés pour le remblayage sont en partie constitués de déchets d'extraction inertes externes à l'exploitation de la carrière et doivent par conséquent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT les capacités techniques et financières de la société SIBELCO ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités de remise en état du site, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation environnementale sont réunies ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société SIBELCO FRANCE, dont le siège social est situé 2 rue Foljuif – SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS (77140), est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de sable siliceux et de grès sur le territoire des communes d'Amponville et de La-Chapelle-la-Reine, selon les prescriptions mentionnées dans l'annexe jointe.

Article 2 :

L'exploitant met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues dans sa demande d'autorisation environnementale.

Article 3 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 5 : Information des tiers

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairies d'Amponville et de La-Chapelle-la-Reine où elle pourra être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairies d'Amponville et de La-Chapelle-la-Reine pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de chaque maire et transmis à la Préfecture de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints-Pères – 77010 MELUN Cedex) ;
- le présent arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes d'Amponville, La-Chapelle-la-Reine, Boissy-aux-Cailles et Buthiers ;
- le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<https://www.seine-et-marne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Notification et exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le maire d'Amponville,
- le maire de La-Chapelle-la-Reine ,
- le maire de Buthiers,
- le maire de Boissy-aux-Cailles,
- le président de la société SIBELCO FRANCE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture



Cyrille LE VÉLY

Destinataires d'une copie :

- Monsieur le sous-préfet de Fontainebleau ;
- Monsieur le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne (DDT/SEPR) ;
- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS) de Seine-et-Marne ;
- Madame la déléguée départementale de l'Agence régionale de santé (ARS) de Seine-et-Marne ;
- Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT/Service nature et paysage et DRIEAT/service connaissance et développement durable) ;
- Madame la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun - 43 rue du Général de Gaulle - 77 000 - MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

ANNEXE

à l'arrêté préfectoral n° 2023/04/DCSE/BPE/M du 1^{er} juin 2023
portant autorisation environnementale à la société SIBELCO
de poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert
de sables siliceux, grès et calcaires
sur le territoire des communes de La Chapelle la Reine et de Amponville

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 2023/04/DCSE/BPE/M
en date du 1^{er} JUIN 2023

Le secrétaire général


Cyrille LE VÉLY

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 - CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION.....	5
ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS.....	5
ARTICLE 1.2 - RUBRIQUE DE CLASSEMENT AU TITRE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	5
ARTICLE 1.3 - LISTE DES ACTIVITÉS RÉPERTORIÉES DANS LA NOMENCLATURE IOTA.....	6
ARTICLE 1.4 - DÉROGATION À LA RÉGLEMENTATION SUR LES ESPÈCES PROTÉGÉES.....	6
SANS OBJET.....	6
ARTICLE 1.5 - AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT.....	6
ARTICLE 1.6 - CARACTÉRISTIQUES DE LA CARRIÈRE.....	7
Article 1.6.1 - Références cadastrales et territoriales.....	7
Article 1.6.2 - Périmètre de l'autorisation.....	10
Article 1.6.3 - Tonnage d'extraction.....	10
Article 1.6.4 - Installations de traitement des matériaux.....	10
Article 1.6.5 - Horaires d'activités.....	11
Article 1.6.6 - Réglementation générale.....	11
Article 1.6.7 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	11
CHAPITRE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION.....	12
ARTICLE 2.1 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	12
ARTICLE 2.2 - DURÉE DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION.....	12
ARTICLE 2.3 - PORTER À CONNAISSANCE.....	12
ARTICLE 2.4 - MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS.....	12
ARTICLE 2.5 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	13
ARTICLE 2.6 - CESSATION D'ACTIVITÉ.....	13
Article 2.6.1 - Notification – au moins 6 mois avant la fin d'exploitation.....	13
Article 2.6.2 - Attestation – 6 mois avant l'échéance d'autorisation d'exploiter.....	13
Article 2.6.3 - Déclaration de fin de travaux - 6 mois avant l'échéance de l'arrêté d'autorisation.....	14
ARTICLE 2.7 - CONTRÔLES ET ANALYSES.....	14
ARTICLE 2.8 - ACCIDENTS ET INCIDENTS.....	14
CHAPITRE 3 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS.....	16
ARTICLE 3.1 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	16
CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES.....	17
SECTION 1- AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	17
ARTICLE 4.1 - INFORMATION DU PUBLIC.....	17
ARTICLE 4.2 - BORNAGE.....	17
ARTICLE 4.3 - EAUX DE RUISSELLEMENT.....	17
ARTICLE 4.4 - ACCÈS.....	17
ARTICLE 4.5 - ÉQUIPEMENTS.....	17
ARTICLE 4.6 - POURSUITE DE L'EXPLOITATION.....	17
SECTION 2 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT.....	18
ARTICLE 4.7 - PHASAGE DE L'EXPLOITATION.....	18
ARTICLE 4.8 - DÉFRICHEMENT.....	19
Article 4.8.1 - Autorisation de défrichement.....	19
Article 4.8.2 - Compensations.....	20
ARTICLE 4.9 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE.....	21
ARTICLE 4.10 - DÉCAPAGE DES TERRAINS.....	21
ARTICLE 4.11 - EXTRACTION.....	22
Article 4.11.1 - Épaisseur d'extraction.....	22
Le sable siliceux.....	22
Article 4.11.2 - Les grès siliceux.....	22
Article 4.11.3 - Front d'exploitation.....	23
Article 4.11.4 - Extraction en nappe alluviale (sans objet).....	23
Article 4.11.5 - Exploitation en nappe phréatique (sans objet).....	23
Article 4.11.6 - Abattage à l'explosif.....	23

Article 4.11.7 - Élimination des produits polluants.....	23
ARTICLE 4.12 - REMISE EN ÉTAT.....	23
Article 4.12.1 - Remise en état du site.....	23
Article 4.12.2 - Remblayage de la carrière.....	25
Article 4.12.3 - Remise en état agricole : bonnes pratiques.....	27
Article 4.12.4 - Déclaration de fin de travaux.....	27
SECTION 3 – SÉCURITÉ DU PUBLIC.....	28
ARTICLE 4.13 - LIMITATION D'ACCÈS.....	28
ARTICLE 4.14 - DISTANCES LIMITES ET ZONES DE PROTECTION.....	28
SECTION 4 – CONSIGNES ET PLANS.....	29
ARTICLE 4.15 - CONSIGNES D'EXPLOITATION.....	29
ARTICLE 4.16 - PLAN D'EXPLOITATION.....	29
ARTICLE 4.17 - PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION.....	30
CHAPITRE 5 - PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT.....	31
ARTICLE 5.1 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	31
ARTICLE 5.2 - IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL.....	31
Article 5.2.1 - Mesure d'évitement.....	31
Article 5.2.2 - Mesures de réduction.....	32
Article 5.2.3 - Mesures compensatoires.....	36
Article 5.2.4 - Mesures d'accompagnement.....	36
Article 5.2.5 - Mesures de suivi.....	37
Article 5.2.6 - Dépôt légal obligatoire des données de biodiversité.....	38
Article 5.2.7 - Contrôles et sanctions.....	39
ARTICLE 5.3 - ZONES HUMIDES.....	39
CHAPITRE 6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	40
ARTICLE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	40
ARTICLE 6.2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	40
Article 6.2.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....	40
Article 6.2.2 - Rejets des effluents aqueux.....	40
Article 6.2.2.1 - Identification des effluents.....	40
Article 6.2.2.2 - Eaux pluviales et eaux de lavage.....	40
Article 6.2.2.3 - Conception et gestion des ouvrages.....	41
Article 6.2.2.4 - Aménagement de points de prélèvement.....	41
Article 6.2.2.5 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets (eaux pluviales et eaux de lavage).....	41
Article 6.2.2.6 - Contrôle des rejets aqueux.....	41
Article 6.2.2.7 - Eaux usées.....	42
Article 6.2.3 - Eaux souterraines.....	42
Article 6.2.3.1 - Réseau de surveillance.....	42
Article 6.2.3.2 - Implantation des piézomètres.....	42
Article 6.2.3.3 - Suivi piézométrique.....	44
Article 6.2.3.4 - Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines.....	44
Article 6.2.3.5 - Conditions de surveillance et d'abandon d'un forage.....	44
ARTICLE 6.3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	45
Article 6.3.1 - Dispositions générales.....	45
Article 6.3.2 - Dispositions particulières.....	45
Article 6.3.3 - Surveillance des émissions atmosphériques diffuses.....	45
Article 6.3.3.1 - Plan de surveillance des émissions de poussières.....	45
Article 6.3.3.2 - Suivi des retombées atmosphériques.....	46
Article 6.3.3.3 - Bilan annuel.....	46
ARTICLE 6.4 - DÉCHETS PRODUITS.....	47
Article 6.4.1 - Limitation de la production de déchets.....	47
Article 6.4.2 - Séparation des déchets.....	47
Article 6.4.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	47
Article 6.4.4 - Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	48
Article 6.4.5 - Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	48
Article 6.4.6 - Transport.....	48

Article 6.4.7 - Déchets de l'industrie extractive.....	49
ARTICLE 6.5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	49
Article 6.5.1 - Dispositions générales.....	49
Article 6.5.1.1 - Aménagements.....	49
Article 6.5.1.2 - Véhicules et engins.....	49
Article 6.5.1.3 - Appareils de communication.....	49
Article 6.5.2 - Niveaux acoustiques.....	49
Article 6.5.2.1 - Valeurs limites d'émergence.....	49
Article 6.5.2.2 - Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation.....	50
Article 6.5.2.3 - Tonalité marquée.....	50
Article 6.5.2.4 - Contrôle des niveaux de bruit et de l'émergence.....	50
Article 6.5.3 - Vibrations.....	51
ARTICLE 6.6 - PRÉVENTION DES NUISANCES LUMINEUSES.....	51
ARTICLE 6.7 - TRANSPORT DES MATÉRIAUX ET CIRCULATION.....	51
CHAPITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES.....	53
ARTICLE 7.1 - GÉNÉRALITÉS.....	53
Article 7.1.1 - Propreté de l'installation et de ses abords.....	53
Article 7.1.2 - Contrôle des accès.....	53
Article 7.1.3 - Circulation dans l'établissement.....	53
ARTICLE 7.2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	53
Article 7.2.1 - Règles d'exploitation.....	53
Article 7.2.2 - Travaux.....	54
Article 7.2.3 - Contenu du permis de travail ou de feu.....	54
Article 7.2.4 - Produits – substances dangereuses.....	54
Article 7.2.5 - Consignes de sécurité.....	55
Article 7.2.6 - Formation du personnel.....	55
Article 7.2.7 - Prévention des risques d'origine électrique.....	55
Article 7.2.8 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	56
Article 7.2.9 - Abattage à l'explosif.....	56
ARTICLE 7.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	57
CHAPITRE 8 - GARANTIES FINANCIÈRES.....	59
ARTICLE 8.1- MONTANTS DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	59
ARTICLE 8.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	60
ARTICLE 8.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	60
ARTICLE 8.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	60
ARTICLE 8.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	61
ARTICLE 8.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES.....	61
ARTICLE 8.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES.....	62
ARTICLE 8.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	62
CHAPITRE 9 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION ET DOCUMENTS À TRANSMETTRE.....	63
CHAPITRE 10 - DÉCLARATION ANNUELLE.....	65
PLANS ANNEXÉS	
1 – Plan de situation (carte de localisation des terrains concernés par la demande d'autorisation)	
2 – Plan parcellaire	
3 – Plan parcellaire – Terrains concernés par le défrichement	
4 – Plan d'ensemble	
5 – Plans des garanties financières	
6 – Plan de phasage de l'exploitation	
7 – Plan de remise en état de la carrière	
8 – Plan de localisation des piézomètres, des points de mesure de bruit et des points de mesure de poussières	

CHAPITRE 1 - CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION

ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS

Les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- n° 85 CAR 018 du 23 août 1985,
- n° 95 DAE 2M 014 du 05 mai 1995,
- n° 01/DAI/2M/012 du 27 février 2001,
- n° 04/DAI/2M/034 du 13 juillet 2004,
- n° 08/DAIDD/M/010 du 10 mars 2008,
- n° 09/DAIDD/M/032 du 23 décembre 2009,
- n° 2017/DRIEE/UD77/026 du 22 mars 2017.

ARTICLE 1.2 - RUBRIQUE DE CLASSEMENT AU TITRE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les activités exercées relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	<p>Carrière à ciel ouvert de sable industriel, grès siliceux et calcaires</p> <p>Superficie totale : 48 ha 85 a 14 ca (renouvellement : 32 ha 05 a 41 ca et extension : 16 ha 79 a 73 ca)</p> <p>Production maximale : 250 000 tonnes par an Production totale estimée : 7 300 000 tonnes tout matériaux confondus (sables, grès et calcaires durs)</p> <p>Côte la plus basse du fond d'extraction : 68 m NGF</p> <p>Redevance archéologique : 16 ha 79 a 73 ca</p> <p>Durée : 30 ans</p>	Autorisation
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	<p>La puissance installée est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 70 kW pour l'unité mobile de criblage du sable ; • 350 kW l'ensemble des machines concourant au fonctionnement à l'activité de concassage, criblage de grès. <p>Soit une puissance totale de 420 kW</p>	Enregistrement

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités	Régime
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules	Volume annuel de carburant liquide distribué : 150 m ³	Non classé

ARTICLE 1.3 - LISTE DES ACTIVITÉS RÉPERTORIÉES DANS LA NOMENCLATURE IOTA

Les activités exercées relèvent de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature des opérations	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	1 piézomètre et 1 puits existants Création de 3 piézomètres (pour la surveillance des eaux souterraines)	Déclaration
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	Prélèvement en nappes de 15 000 à 20 000 m ³ /an	Déclaration
1.3.1.0	Ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées	80 m ³ /h	Autorisation

ARTICLE 1.4 - DÉROGATION À LA RÉGLEMENTATION SUR LES ESPÈCES PROTÉGÉES

SANS OBJET

ARTICLE 1.5 - AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Le bénéficiaire est autorisé à défricher 5,8064 ha de terrains boisés situés sur le territoire de la commune de La-Chapelle-la-Reine.

L'autorisation de défrichement concerne les parcelles précisées à l'article 4.8.1 de la présente annexe et est subordonnée au respect des conditions fixées à l'article 4.8.2 de la présente annexe.

ARTICLE 1.6 - CARACTÉRISTIQUES DE LA CARRIÈRE

Article 1.6.1 - Références cadastrales et territoriales

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes :

Tableau parcellaire du secteur concerné par la poursuite de l'exploitation de la carrière
Commune de La Chapelle la Reine

Section	Numéro de parcelle	Lieu-dit	Surface totale de la parcelle (en m²)	Surface autorisée renouvelée (en m²)
G	232	Les Carrières	4 194	4 194
G	233	Les Carrières	1 124	1 124
G	234	Les Carrières	1 129	1 129
G	235	Les Carrières	875	875
G	236	Les Carrières	859	859
G	237	Les Carrières	1 251	1 251
G	238	Les Carrières	884	884
G	239	Les Carrières	484	484
G	240	Les Carrières	2 226	2 226
G	241	Les Carrières	2 355	2 355
G	242	Les Carrières	6 480	6 480
G	243	Les Carrières	3 495	3 495
G	244	Les Carrières	1 226	1 226
G	245	Les Carrières	3 268	3 268
G	246	Les Carrières	1 215	1 215
G	247	Les Carrières	1 474	1 474
G	248	Les Carrières	3 240	3 240
G	249	Les Carrières	2 994	2 994
G	250	Les Carrières	1 078	1 078
G	251	Les Carrières	1 235	1 235
G	252	Les Carrières	1 936	1 936
G	253	Les Carrières	1 073	1 073
G	254	Les Carrières	882	882
G	255	Les Carrières	1 549	1 549
G	256	Les Carrières	4 291	4 291
G	257	Les Carrières	1 063	1 063
G	258	Les Carrières	7 266	7 266

Section	Numéro de parcelle	Lieu-dit	Surface totale de la parcelle (en m²)	Surface autorisée renouvelée (en m²)
G	259	Les Carrières	5 323	5 323
G	260	Les Carrières	3 070	3 070
G	261	Les Carrières	11 569	11 569
G	262	Les Carrières	1 613	1 613
G	263	Les Carrières	706	706
G	264	Les Carrières	19 580	19 580
G	282	Le chemin de Jacquerville	45 140	45 140
G	286	Le chemin de Jacquerville	1 471	1 471
G	287	Le chemin de Jacquerville	4 279	4 279
G	288	Les Carrières	1 379	1 379
G	289	Le chemin de Jacquerville	32 315	32 315
ZP	31	Ruelle Beaunier	3 153	3 153

**Tableau parcellaire concerné par la poursuite de l'exploitation de la carrière
Commune de Amponville**

Section	Numéro de parcelle	Lieu-dit	Surface totale de la parcelle (en m²)	Surface autorisée renouvelée (en m²)
A	275	Les Carrières	61 860	61 860
A	276	Les Carrières	5 034	5 034
A	277	Les Carrières	1 046	1 046
A	278	Les Carrières	1 046	1 046
A	279	Les Carrières	1 461	1 461
A	280	Les Carrières	1 505	1 505
A	283	Les Carrières	1 180	1 180
A	284	Les Carrières	2 000	2 000
A	285	Les Carrières	1 650	1 650
A	286	Les Carrières	15 600	15 600
A	287	Les Carrières	24 400	24 400
A	288	Les Carrières	1 057	1 057
A	289	Les Carrières	1 438	1 438
A	290	Les Carrières	2 934	2 934
A	291	Les Carrières	640	640
A	292	Les Carrières	632	632
A	293	Les Carrières	673	673
A	294	Les Carrières	1 793	1 793
A	295	Les Carrières	2 359	2 359

A	296	Les Carrières	3 000	3 000
A	324	Les Carrières	489	489

**Tableau parcellaire concerné par l'extension de la carrière
Commune de La Chapelle la Reine**

Section	Numéro de parcelle (*)	Lieu-dit	Surface totale de la parcelle (en m²)	Surface autorisée demandée (en m²)
A	281	Les Carrières	2 768	2 768
G	211	Les Carrières	6 063	6 063
G	212	Les Carrières	2 366	2 366
G	213	Les Carrières	1 989	1 989
G	214	Les Carrières	1 960	1 960
G	215	Les Carrières	2 145	2 145
G	216	Les Carrières	494	494
G	217	Les Carrières	3 577	3 577
G	218	Les Carrières	824	824
G	219	Les Carrières	1 635	1 635
G	220	Les Carrières	2 149	2 149
G	221	Les Carrières	2 764	2 764
G	222	Les Carrières	5 614	5 614
G	223	Les Carrières	2 581	2 581
G	224	Les Carrières	4 949	4 949
G	225	Les Carrières	1 738	1 738
G	226	Les Carrières	901	901
G	227	Les Carrières	912	912
G	228	Les Carrières	2 554	2 554
G	229	Les Carrières	1 626	1 626
G	230	Les Carrières	2 972	2 972
G	231	Les Carrières	1 482	1 482
ZC	4	Les Carrières	17 168	17 168
ZC	5	Les Carrières	5 838	5 838
ZC	6	Les Carrières	6 040	6 040
ZC	7	Les Carrières	2 892	2 892
ZC	8	Les Carrières	1 834	1 834
ZC	9	Les Carrières	555	555
ZC	10	Les Carrières	1 419	1 419
ZO	1 pp	Le Montant des carrières	84 851	50 371

Section	Numéro de parcelle (*)	Lieu-dit	Surface totale de la parcelle (en m²)	Surface autorisée demandée (en m²)
ZO	2	Le Montant des carrières	15 450	15 450
ZO	3 pp	Le Montant des carrières	25 195	6 274
ZO	4 pp	Le Montant des carrières	9 982	2 764
ZO	5 pp	Le Montant des carrières	4 121	1 443
Chemin rural dit des carrières – pp		Le Montant des carrières	0	1 862

(*) pp : pour partie

Surface renouvelée totale	32ha05a41ca
Surface en extension totale	16ha79a73ca
Surface autorisée demandée totale	48ha85a14ca

Article 1.6.2 - Périmètre de l'autorisation

Le plan de situation, le plan parcellaire et le plan d'ensemble sont annexés au présent arrêté.

Article 1.6.3 - Tonnage d'extraction

Le tonnage total du gisement est estimé à 7 300 000 t, tous matériaux confondus, dont environ 7 050 000 t de sables pour environ 250 000 t de grès.

La production maximale d'extraction de matériaux est de 250 000 tonnes par an.

Article 1.6.4 - Installations de traitement des matériaux

Pour le traitement du tout-venant, le site possède :

- Une unité mobile de pré-criblage pour le sable ;
- Un concasseur et un crible mobile pour le grès.

Les sables bruts ou simplement pré-criblés seront évacués par camions vers les installations de traitement des autres sites de SIBELCO ou vendus en l'état.

L'installation de traitement présente sur le site pour le sable est un crible mobile situé à proximité du front en cours d'exploitation, d'une puissance installée de 70 kW.

Les grès industriels sont concassés puis criblés et vendus en différentes granulométries. Leur évacuation se fait directement depuis la carrière.

Les installations de traitement, présentes sur le site, pour le grès et les calcaires sont les suivantes :

- Un crible mobile pour le grès situé à l'Ouest du périmètre vers l'entrée Sud du site, d'une puissance installée de 77 kW ;
- Un concasseur pour le grès qui complète le crible, loué par campagne de concassage de grès, d'une puissance installée de 273 kW.

La puissance totale installée de ces installations est de 350 kW.

La puissance électrique installée sera donc en cumul (sable + grès/calcaires) de 420 kW au maximum pour les installations de traitement.

Article 1.6.5 - Horaires d'activités

Les horaires d'activités de la carrière sont : de 7h30 à 17h15 du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Article 1.6.6 - Réglementation générale

Les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières sont applicables sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

Article 1.6.7 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 2.1 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état, par phases coordonnées, conformément aux schémas d'exploitation et de la remise en état mentionnée à l'article 4.12 de la présente annexe, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2.2 - DURÉE DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée pour une durée de **30 ans**, remise en état comprise.

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de sa notification à l'exploitant, ou si les installations n'ont pas été exploitées durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prolongation de délai.

ARTICLE 2.3 - PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Lorsque son projet est soumis à un examen au cas par cas, l'exploitant saisit l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale, par combinaison des articles L. 181-5 et L. 181-14 du code de l'environnement, en présentant le projet.

En vertu de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, l'exploitant souhaitant présenter un dossier vérifie si son projet répond aux critères et seuils relevant d'un examen au cas par cas. Il est tenu compte des données mentionnées à l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.

ARTICLE 2.4 - MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Dans le cas d'une modification notable, les études d'impact et de dangers sont actualisées. Ces actualisations complètent les éléments d'appréciation mentionnés à l'article 2.3 ci-dessus.

Lorsque la modification notable présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, le préfet peut demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse des éléments

du dossier nécessitant des vérifications particulières. Cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par l'exploitant et aux frais de celui-ci.

ARTICLE 2.5 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement. Le nouvel exploitant adresse au préfet :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées éventuelles.

ARTICLE 2.6 - CESSATION D'ACTIVITÉ

Pour l'application des dispositions des articles R.512-75-1 et R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : **terrains à vocation agricole et naturelle** après remise en état du site dans les conditions définies à l'article 4.12 de la présente annexe.

1. La remise en état du site décrite à l'article 4.12 doit être achevée **au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation.**

L'ensemble des dispositions de l'article **2.6** doivent être réalisées et terminées au moins six mois avant l'échéance du présent arrêté

Article 2.6.1 - Notification – au moins 6 mois avant la fin d'exploitation

Lorsque l'exploitant initie la cessation d'activité, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt définitif des installations six mois au moins avant celui-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des terrains concernés du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'alinéa III de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Article 2.6.2 - Attestation – 6 mois avant l'échéance d'autorisation d'exploiter

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation d'exploiter.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage précisé au premier alinéa du présent article.

L'exploitant transmet également au préfet, six mois au moins suivant l'échéance du présent arrêté, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'article R. 513-39-3 du code de l'environnement, d'une attestation établie par une entreprise certifiée de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, des opérations de remise en état prescrites par la présente autorisation et réalisées en cours d'activité.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé d'Île-de-France et en informe le préfet.

Conformément au III de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester par une entreprise certifiée, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation.

Article 2.6.3 - Déclaration de fin de travaux - 6 mois avant l'échéance de l'arrêté d'autorisation

L'exploitant transmet la déclaration de fin de travaux prévue à l'article 4.12.3 du présent arrêté au plus tard 6 mois avant la fin de l'échéance de l'autorisation.

ARTICLE 2.7 - CONTRÔLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment et en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de contrôles spécifiques, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sols ou d'apports extérieurs ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, l'établissement de plans ou l'estimation des volumes des matériaux stockés.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par un organisme tiers agréé choisi préalablement par l'exploitant à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

Les inspecteurs des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

ARTICLE 2.8 - ACCIDENTS ET INCIDENTS

L'exploitant est tenu, dès qu'il en a connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu naturel y compris aquatique, pour évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et pour y remédier.

Le préfet et le maire de la commune concernée sont informés, dans les meilleurs délais, de tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Les agents des services publics d'incendie et de secours ont accès aux propriétés privées pour mettre fin aux causes de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et prévenir ou limiter les conséquences de l'incident ou de l'accident.

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement du site qui sont de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, à l'agriculture, à la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, à l'utilisation rationnelle de l'énergie, à la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Il précise, dans un rapport, les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les effets sur les personnes, les biens et l'environnement, les mesures prises et/ou envisagées pour y pallier et celles prises et/ou envisagées pour éviter qu'il ne se reproduise.

Ce rapport d'accident ou d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans un délai de quinze jours sauf décision contraire de celle-ci.

En cas de pollution accidentelle des milieux aquatiques ou d'accident menaçant la qualité des milieux aquatiques, l'exploitant devra informer le service en charge de la police de l'eau en plus des services de la préfecture et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (unité départementale de Seine-et-Marne).

CHAPITRE 3 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS

ARTICLE 3.1 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation d'utiliser des produits explosifs.

CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

SECTION 1 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 4.1 - INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et les adresses des mairies où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 4.2 - BORNAGE

L'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, y compris les parcelles enclavées et les zones mises en défens (si nécessaire en implantant de nouvelles bornes) ;
- des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille.

Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

ARTICLE 4.3 - EAUX DE RUISSELLEMENT

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place si nécessaire à la périphérie de cette zone. Son implantation est actualisée en tant que de besoin.

ARTICLE 4.4 - ACCÈS

Le débouché du site sur la voirie publique est signalé et aménagé pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique.

Les aménagements de l'accès à la voirie publique font l'objet d'un accord entre le service gestionnaire de celle-ci et l'exploitant. Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « sortie de carrière » sont implantés de part et d'autre du débouché de l'accès.

Une voie d'accès à la carrière pour les véhicules légers uniquement est prévue au Sud du site.

Une seconde voie d'accès à la carrière au Nord du site est présente pour les camions, débouchant sur le Chemin de Jacquerville.

ARTICLE 4.5 - ÉQUIPEMENTS

Le site est équipé d'une ou plusieurs aires étanches pour le ravitaillement des engins reliées à un décanteur-déshuileur. Ces aires sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

ARTICLE 4.6 - POURSUITE DE L'EXPLOITATION

La poursuite de l'exploitation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4.1 à 4.5 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières telles que prévues au chapitre 8 de la présente annexe, calculées avec le dernier indice TP01 disponible et conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par arrêté ministériel, est transmis au préfet ;
- un plan topographique du périmètre autorisé (une courbe tous les 50 cm) sur lequel la position de chaque borne est repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93 est transmis au préfet.

L'exploitant notifie au préfet et aux maires des communes de La-Chapelle-la-Reine et de Amponville la poursuite de l'exploitation.

SECTION 2 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT

ARTICLE 4.7 - PHASAGE DE L'EXPLOITATION

Sans préjudice du respect des législations et réglementations applicables, les travaux sont conduits conformément aux dispositions du décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le règlement général des industries extractives.

L'exploitation de la carrière est conduite suivant les plans prévisionnels de phasage, dont copie est annexée au présent arrêté.

Chaque phase disposera dès sa mise en exploitation d'un repère nivelé permettant de justifier la cote du carreau qui doit rester au-dessus de la cote minimale (en m NGF) indiquée dans les tableaux des phases d'exploitation ci-dessous. Ce repère est reporté sur le plan annuel.

Phases d'exploitation concernant la poursuite de l'exploitation de la carrière

Phases Quinquennales	Tonnage extrait estimé (tonnes)	Surface en chantier (ha)	Travaux réalisés
A (N0 à N0+5)	1 330 000	22,96	<ul style="list-style-type: none"> - Opérations d'archéologie préventive si prescription - Décapage à l'Est de la zone A - Aménagement de l'entrée pour les camions au Nord-Ouest du site - Extraction en zone A - Implantation d'un merlon végétalisé dans la bande des 10 m au Nord et à l'Est - Apport de matériaux inertes extérieurs pour le réaménagement à l'Ouest de la zone A. - Défrichement du boisement de 2,96 ha existant
B (N0+5 à N0+10)	1 060 000	23,10 dont 20,99 ha en chevauchement avec la phase A	<ul style="list-style-type: none"> - Décapage à l'Est de la zone B - Extraction en zone B - Apport de matériaux inertes extérieurs pour le réaménagement de la partie Ouest - Défrichement du boisement de 1,54 ha existant
C (N0+10 à N0+15)	1 270 000	21,22 dont 19,66 en chevauchement	<ul style="list-style-type: none"> - Décapage en zone C - Extraction en zone C - Apport de matériaux inertes extérieurs

Phases Quinquennales	Tonnage extrait estimé (tonnes)	Surface en chantier (ha)	Travaux réalisés
		avec la phase B	pour le réaménagement en partie Ouest - Défrichement du boisement de 1,30 ha existant
D (N0+15 à N0+20)	1 180 000	23,56 dont 20,80 en chevauchement avec la phase C	- Décapage en zone D - Extraction en zone D - Apport de matériaux inertes extérieurs pour le réaménagement en partie Ouest
E (N0+20 à N0+25)	1 180 000	26,08 dont 22,24 ha en chevauchement avec la phase D	- Décapage en zone E - Extraction en zone E - Apport de matériaux inertes extérieurs pour le réaménagement en partie Ouest
F (N0+25 à N0+30)	1 280 000	22,44 entièrement en chevauchement avec la phase E	- Décapage en zone F - Extraction en zone F - Apport de matériaux inertes extérieurs pour le réaménagement de la fosse d'extraction - Finalisation du réaménagement
TOTAL GLOBAL	7 300 000	33,25	Volume extrait estimé = 4 900 000 m³ soit 7 300 000 tonnes

Nota : ce tableau indique pour rappel les caractéristiques des phases d'exploitation relatives aux surfaces, tout ou partie, renouvelées et ne traduit pas l'état d'avancement de l'extraction ni la quantité restante du gisement pour chacune de ces phases.

ARTICLE 4.8 - DÉFRICHEMENT

Article 4.8.1 - Autorisation de défrichement

1) L'autorisation de défrichement porte sur une surface de 5 ha 80 a 64 ca, située en partie Ouest du projet d'extension, sur tout ou partie des parcelles suivantes :

Commune	Parcelles cadastrales	Surfaces cadastrales (ha)	Surfaces à défricher (ha)
LA CHAPELLE-LA-REINE	ZC 4	1 ha 71 a 68 ca	0 ha 14 a 36 ca
	ZC 8	0 ha 18 a 34 ca	0 ha 18 a 34 ca
	ZC 9	0 ha 05 a 55 ca	0 ha 05 a 55 ca
	ZC 10	0 ha 14 a 19 ca	0 ha 14 a 19 ca
	G 211	0 ha 60 a 63 ca	0 ha 60 a 63 ca
	G 212	0 ha 23 a 66 ca	0 ha 23 a 66 ca
	G 213	0 ha 19 a 89 ca	0 ha 19 a 89 ca
	G 214	0 ha 19 a 60 ca	0 ha 19 a 60 ca
	G 215	0 ha 21 a 45 ca	0 ha 21 a 45 ca
	G 216	0 ha 04 a 94 ca	0 ha 04 a 94 ca
	G 217	0 ha 35 a 77 ca	0 ha 35 a 77 ca
	G 218	0 ha 08 a 24 ca	0 ha 08 a 24 ca
	G 219	0 ha 16 a 35 ca	0 ha 16 a 35 ca
	G 220	0 ha 21 a 49 ca	0 ha 21 a 49 ca
	G 221	0 ha 27 a 64 ca	0 ha 27 a 64 ca

Commune	Parcelles cadastrales	Surfaces cadastrales (ha)	Surfaces à défricher (ha)
	G 222	0 ha 56 a 14 ca	0 ha 56 a 14 ca
	G 223	0 ha 25 a 81 ca	0 ha 25 a 81 ca
	G 224	0 ha 49 a 49 ca	0 ha 49 a 49 ca
	G 225	0 ha 17 a 38 ca	0 ha 17 a 38 ca
	G 226	0 ha 09 a 01 ca	0 ha 09 a 01 ca
	G 227	0 ha 09 a 12 ca	0 ha 09 a 12 ca
	G 228	0 ha 25 a 54 ca	0 ha 25 a 54 ca
	G 229	0 ha 16 a 26 ca	0 ha 16 a 26 ca
	G 230	0 ha 29 a 72 ca	0 ha 21 a 37 ca
	G 232	0 ha 41 a 94 ca	0 ha 01 a 18 ca
	G 242	0 ha 64 a 80 ca	0 ha 15 a 37 ca
	G 243	0 ha 34 a 95 ca	0 ha 21 a 87 ca

Le plan parcellaire des terrains dont le défrichement est autorisé est annexé au présent arrêté.
Le défrichement est préalable à toute opération de décapage en terrains boisés. En cas de diagnostic archéologique, les souches sont laissées en place jusqu'à la libération des terrains par l'INRAP. Il aura lieu en fonction de l'avancement des travaux et selon le calendrier suivant :

Phase d'exploitation	Surface de défrichement prévue
N0 à N0+5	2,96 ha
N0+5 à N0+10	1,54 ha
N0+10 à N0+15	1,30 ha

Le défrichement se déroulera en 4 temps :

- Repérage et marquage des arbres gîtes potentiels à chauve-souris ;
- Abattage dans les règles de l'art, par des bûcherons, des arbres, avec tri des arbres dont le bois est valorisable et abattage sélectif des arbres gîtes à chauve-souris ;
- Défrichement des végétaux restants à la débroussailluse ;
- Extraction des souches à la pelle mécanique ou broyage des souches *in situ*.

Le défrichement sera réalisé de préférence de septembre à février.

2) Il existe également sur le périmètre d'extension un boisement d'une superficie de 0,34 ha. Or la surface à partir de laquelle l'autorisation de défrichement est nécessaire en Seine-et-Marne est fixée à 1 hectare selon l'Arrêté Préfectoral du 11 juin 2003. Ce boisement ne nécessite pas d'autorisation de défrichement.

Article 4.8.2 - Compensations

Conformément à l'article L. 341-6 du Code forestier, toute autorisation de défrichement est subordonnée au respect de conditions assorties d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5 conformément à l'arrêté inter-préfectoral n° 2015222-0010 du 10 août 2015 fixant les modalités de calcul des compensations liées aux autorisations de défrichement.

Au vu des rôles économique, écologique et social des parcelles boisées qui feront l'objet du défrichement, le coefficient multiplicateur appliqué est de 1,9 et conduit à un montant total de compensation de 118 485 €.

Les conditions assorties au défrichement susvisé sont la suivante :

Réalisation de travaux d'amélioration sylvicole au sein du territoire du "Pays de Fontainebleau" répartis sur quatre sites pour un montant maximum de 148 106,00 € dans la mesure où 20 % du coût total des travaux devra rester à la charge du propriétaire public/privé.

Pour chaque site, les conditions de mise en œuvre seront détaillées dans une convention bipartite établie entre SIBELCO et les propriétaires.

À la date de signature du présent arrêté, la synthèse des opérations de reboisement est la suivante :

Site n° 1 : forêts domaniales de Barbeau (Hericy) - ONF

Site n° 2 : Bois la Dame et Courbuisson (Samois-sur-Seine et Bois-le-Roi) - ONF

Site n° 3 : Forêt des Trois Pignons (Noisy-sur-Ecole) - ONF

Site n° 4 : Bois de Massoury (Sivry-Courtry et Fontaine-le-Port) – Groupement forestier de Massoury

A défaut, le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à se libérer de ces obligations en versant au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB) une indemnité d'un montant équivalent aux travaux compensateurs d'amélioration sylvicole soit : 118 485,00 €.

Le versement effectif de l'indemnité au FSFB doit être réalisée dans le délai d'un an après la date de signature de cet arrêté.

Le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception pour mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf si le bénéficiaire de l'autorisation de la présente autorisation renonce au défrichement projeté.

ARTICLE 4.9 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Les emprises où les travaux préparatoires à l'extraction, en particulier les décapages superficiels, n'ont pas encore été effectués, feront l'objet d'un diagnostic d'archéologie préventive. Ce diagnostic archéologique sera réalisé par tranches.

En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné est subordonné à l'achèvement de l'intervention archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L. 531-14 et L. 531-15) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie...) devra être immédiatement signalée auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

ARTICLE 4.10 - DÉCAPAGE DES TERRAINS

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Cette étape consistera à séparer la terre végétale et les calcaires d'Etampes composant les stériles de découverte. Ils se présentent respectivement sur une épaisseur de 0,25 à 0,5 m et 2,5 à 10 m en moyenne.

Le volume total de découverte et de stériles d'extraction sera d'environ 1 040 000 m³ selon les proportions suivantes :

- environ 750 000 m³ de calcaires et de terre végétale dont environ 40 000 m³ de terre végétale ;
- environ 120 000 m³ de sable non commercialisable ;
- environ 170 000 m³ de grès non commercialisable.

La terre végétale et les formations superficielles limoneuses seront progressivement décapées de façon sélective sur la surface de la zone d'extraction, au fur et à mesure des besoins et intégralement conservés sur place à l'intérieur du périmètre autorisé et mis en stocks distincts pour leur réemploi lors de la remise en état.

Les calcaires peuvent présenter des zones indurées non rippables qui nécessitent l'emploi d'explosifs.

Après l'abattage à l'explosif, les matériaux seront repris et réutilisés en remblai sur les zones déjà exploitées et en cours de remise en état.

Ces travaux seront sous-traités à une entreprise de terrassement, équipées de matériels adaptés à ce type d'opération nécessitant le déplacement de gros volumes de matériaux.

Les opérations de décapage seront espacées généralement de 2 à 5 ans, au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction, de façon à limiter la surface décapée d'avance.

Le matériel utilisé sur la carrière pendant la phase de décapage sera le suivant : une pelle sur chenilles, deux boteurs sur chenilles et quatre dumpers.

La découverte des stériles peut être réalisée tout au long de l'année au fur et à mesure des besoins en matériaux.

ARTICLE 4.11 - EXTRACTION

Article 4.11.1 - Épaisseur d'extraction

La cote minimale d'extraction est de 68 m NGF dans le secteur concerné par la poursuite de l'exploitation ainsi que dans les secteurs de l'extension de la carrière.

Le sable siliceux

Le gisement est composé des Sables de Fontainebleau présentant des qualités différentes. Le sable siliceux à usage industriel, de qualité verrière, est exploité sur une épaisseur d'environ 40 m en plusieurs fronts.

L'extraction des sables siliceux s'effectuera en butte à l'aide de chargeuses sur pneus.

Article 4.11.2 - Les grès siliceux

Le grès est présent sous deux formes, en tables ou en concrétions. Les premières nécessitent un débitage à l'explosif ; les secondes, une fragmentation à l'aide d'une pelle équipée d'un Brise Roche Hydraulique (BRH) pour être directement chargées et évacuées vers les zones à remblayer.

Les calcaires

Les calcaires les plus durs, en attente de traitement, seront stockés à proximité de l'installation de concassage-criblage pour valorisation économique.

Article 4.11.3 - Front d'exploitation

Les sables siliceux seront extraits sur plusieurs, gradins successifs à l'aide d'une chargeuse à pneus. Les fronts d'extraction auront une hauteur compatible avec ce type d'engins.

Article 4.11.4 - Extraction en nappe alluviale (sans objet)

Article 4.11.5 - Exploitation en nappe phréatique (sans objet)

Article 4.11.6 - Abattage à l'explosif

L'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public et du personnel, dans le respect des dispositions des articles 6.5.3 et 7.2.9..

Article 4.11.7 - Élimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultant du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation. Les déchets d'industrie extractive de cette carrière qui participent à la remise en état du site (terres végétales et stériles de découverte) sont reconnus inertes et font l'objet d'un plan de gestion prévu à l'article 4.17 de la présente annexe.

ARTICLE 4.12 - REMISE EN ÉTAT

Article 4.12.1 - Remise en état du site

La remise en état du site doit être achevée **au plus tard six mois avant l'échéance de la présente autorisation.**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'extraction et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

La remise en état du site est totale avec démantèlement des installations et toutes ses annexes. La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation. L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser à une date compatible avec le délai nécessaire à l'exécution des travaux de remise en état finale du site par rapport à l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état concerne les parcelles et chemins des tableaux de l'article 1.6.1 de la présente annexe.

La remise en état a pour principaux objectifs de prendre en compte et de concilier :

- les enjeux écologiques et les milieux naturels en place et environnants ;
- la vocation agricole d'une partie du site ;
- les enjeux paysagers.

Ainsi le projet de réaménagement divise le site en trois secteurs distincts :

- Une zone principalement agricole à l'Ouest ;
- Une zone de boisement clair thermophile sur une partie du secteur Est ;
- Une pelouse sableuse avec mare pionnière à l'extrême Est du site.

Le périmètre de la carrière, excepté au Nord-Ouest, sera ceinturé par un linéaire conséquent de haies arborées et arbustives, ainsi que par des boisements (déjà en place).

La vocation du secteur Ouest sera essentiellement agricole mais abritera également des habitats naturels qui ont déjà été remis en état (plantations forestières, friche prairiale, bassin) et qui se trouvent en bordure Ouest et Sud-Ouest. Ces milieux seront maintenus. Le réaménagement de ces parcelles est prévu en pente douce afin de rendre possible leur exploitation en terres agricoles.

En bout de parcelle agricole se trouvera une rupture de pente surplombée d'une haie arborée. Cette pente mènera au second carreau de cote comprise entre 95 et 90 m NGF. Ce dernier sera occupé par un vaste boisement clair thermophile où la strate herbacée sera composée d'une pelouse sèche sur sables. Les talus surplombant le carreau seront occupés par des fourrés arbustifs ponctués de pelouses sèches sur sables plus ou moins fixés.

Le dernier tiers réaménagé de la carrière, à l'Est débutera par une nouvelle rupture de pente menant à un carreau situé à 75 m NGF. Ce dernier sera recouvert d'une pelouse sur sables plus ou moins mobiles et une mare pionnière temporaire y sera aménagée. Les talus qui surplomberont le carreau seront occupés par des pelouses sèches où des blocs de grès seront disposés ponctuellement afin d'augmenter la diversité des micro habitats.

L'objectif de ce réaménagement à vocation naturelle est de multiplier les microclimats et permettre potentiellement l'implantation d'un grand nombre d'espèces végétales. La pente des talus sera assez variable et il y aura une alternance entre les pentes fortes et les pentes douces. Cette diversité permettra la formation d'habitats ou micro habitats variés et donc potentiellement la colonisation du site par de nombreuses espèces végétales et animales. Ainsi, cette remise en état aura pour objectif de concilier l'activité économique du secteur aux travers des terrains agricoles et son intégration écologique.

2. La remise en état finale du site comprend notamment :

- la mise en sécurité des fronts d'exploitation ;
- le démontage des installations ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures, infrastructures et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- la suppression de tous les merlons ;
- le comblement des piézomètres ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site ;
- le décapage sélectif et la conservation des terres végétales et stériles de découverte ;
- le remblaiement à l'aide des matériaux de découverte du site intégralement conservés sur place ;
- le remblaiement à l'aide d'apport de matériaux extérieurs inertes,
- le ripage des surfaces de remblais et le régalinge des terres végétales, en veillant particulièrement à la régularité des terrains, afin de favoriser le drainage et l'infiltration des eaux de pluie ;
- le talutage des fronts d'exploitation avec des pentes maximales avoisinant 26° afin de garantir une meilleure végétalisation et une bonne stabilité des terrains à long terme ;
- la reconstitution de plantations forestières dans les secteurs de reboisement ;

la restitution de terres agricoles dans les secteurs concernés ;

- la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 5.2 de la présente annexe applicables dans le cadre de la remise en état ;
- la reconstitution des chemins.

Les modalités de remise en état du site sont décrites dans le chapitre 9 de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation.

Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ de l'application de l'article 2.3 de la présente annexe.

Article 4.12.2 - Remblayage de la carrière

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les matériaux extérieurs utilisés ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes conformes aux dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantier à base strictement de terres et pierres naturelles issues de chantiers de terrassements préalablement identifiés afin d'exclure tout type de matériaux tels que bois, métaux, plastiques, papiers, matériaux de démolition, végétaux, etc. pour garantir cette qualité.

Seuls les matériaux qui relèvent des codes déchets listés ci-dessous peuvent être admis sur le site. Tous les matériaux autres que ceux listés ci-dessous sont refusés.

Code déchet	Description
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses.
20 02 02	Terres et pierres

Ils proviendront des communes alentour, mais aussi de la région parisienne en raison du besoin de lieux de stockage de déchets inertes lié au Grand Paris (facilement accessible par voie routière).

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et utilisés dans le remblayage de la carrière.

L'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets ne proviennent pas de sites pollués ;
- que la terre végétale nécessaire pour finaliser la remise en état agricole du site entre dans les catégories de déchets 17 05 04 ou 20 02 02 ;
- que les autres déchets respectent au minimum les valeurs limites des paramètres définis en **annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014** relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Un diagnostic de pollution des sols est fourni par le fournisseur de déchets inertes. Si le fournisseur ne possède pas de diagnostic de pollution des sols, l'exploitant lui demande la réalisation d'analyses. L'exploitant procède également à un échantillonnage aléatoire sur certains chargements et systématique en cas de doute sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. En cas de résultats d'analyses non conformes, la demande d'acceptation préalable est invalidée, les apports extérieurs de matériaux sont stoppés et une étude est réalisée par l'exploitant pour déterminer si les matériaux apportés dans les conditions de cette demande d'acceptation préalable doivent être retirés du site.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable susmentionnée.

Le document précité est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité de ce document est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant jusqu'au récolement de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Avant d'être admis, tout déchargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission sur lequel sont répertoriés, pour chaque déchargement de déchets présenté :

- la provenance ;
- les quantités ;
- les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif du refus d'admission.

Ce registre est conservé jusqu'au récolement de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient également à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes les dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité des matériaux à décharger avec le bordereau de suivi, notamment leur origine et le type de chantier ;
- il vérifie visuellement la nature des matériaux lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé ;

- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé ayant autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

À titre exceptionnel, les matériaux d'apport extérieur dont l'exploitant ou son préposé reconnaît, après le départ du véhicule, que la nature n'est pas conforme aux prescriptions du présent article peuvent être stockés dans une benne présente sur le site.

Cette benne de refus est évacuée par l'exploitant vers un centre dûment autorisé. Ces différentes opérations sont inscrites sur le registre susvisé.

Un suivi mensuel des volumes apportés est tenu à jour ainsi qu'un bilan annuel.

Article 4.12.3 - Remise en état agricole : bonnes pratiques

L'exploitant procède à la remise en état en terres agricoles selon les règles de l'art :

- éviter au maximum de rouler sur les couches remises en place ;
- la terre végétale et les stériles de découverte conservés sur place ne doivent pas être compactés au moment de la remise en état ;
- les engins utilisés seront équipés de pneumatiques basse pression ou seront à chenilles ;
- les terres sont à manipuler en conditions sèches ;
- le ripage et le régalage de la terre seront menés de façon conjointe par bandes ;
- les engins travaillant au régalage de la terre ne devront pas rouler sur la surface ripée et régalée où la terre minérale sera déposée ;
- la terre sera nivelée en respectant la pente du toit du remblai pour éviter l'apparition de mouillères ;
- un ripage profond sera effectué, en passages croisés, avant la mise en place de la terre végétale de surface ;
- avant toute plantation, un labour sera effectué après mise en place de la terre végétale ;
- un travail du sol superficiel émiettera et tassera légèrement la terre fine de surface pour préparer le lit de semence et assurer une bonne remontée capillaire de l'eau et une régularité du sol ;
- toutes ces opérations devront impérativement être effectuées en conditions sèches afin d'optimiser leurs effets.

Article 4.12.4 - Déclaration de fin de travaux

Lorsque les travaux de remise en état du site sont réalisés, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de fin de travaux qui comporte :

- le plan topographique à jour du périmètre autorisé (une courbe tous les 50 cm) ;
- le plan de remise en état définitif accompagné de photographies ;
- la liste à jour des propriétaires fonciers et leurs adresses ;
- un mémoire sur l'état du site précisant notamment :
 - les incidents intervenus au cours de l'exploitation ;
 - les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu ;
 - les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise de risque liées aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini par les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées.

Le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. Le préfet demeure compétent pour imposer des prescriptions complémentaires s'il apparaît que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

En ce qui concerne l'abandon des piézomètres de surveillance du site et n'ayant plus d'utilité après la remise en état au vu du mémoire prévu ci-dessus, l'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent leur comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Ce rapport de travaux peut être distinct et postérieur au mémoire prévu ci-dessus sans toutefois intervenir moins de trois mois avant l'échéance du présent arrêté.

SECTION 3 – SÉCURITÉ DU PUBLIC

ARTICLE 4.13 - LIMITATION D'ACCÈS

Durant les heures d'activité précisées à l'article 1.6.5 de la présente annexe, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de la carrière est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace empêche l'accès aux zones dangereuses et aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.

ARTICLE 4.14 - DISTANCES LIMITES ET ZONES DE PROTECTION

Les bords supérieurs des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation (y compris autour des parcelles enclavées), des clôtures même provisoires ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

SECTION 4 – CONSIGNES ET PLANS

ARTICLE 4.15 - CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans la carrière.

ARTICLE 4.16 - PLAN D'EXPLOITATION

Il est établi un ou plusieurs plans au 1/2 000 de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce ou ces plans sont reportés :

- l'échelle et l'orientation ;
- les zones en défens (éventuellement réactualisées en fonction des suivis écologiques réalisés) ;
- les limites du périmètre autorisé sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres et les limites du périmètre d'extraction ;
- l'emprise de la mesure d'évitement ;
- les stations d'Odontite de Jaubert ;
- les stations des Mufliers des champs ;
- le phasage d'exploitation tel que défini à l'article 4.7 de la présente annexe et la cote du fond de fouille ;
- les bandes de 10 mètres mentionnées à l'article 4.14 de la présente annexe ;
- les clôtures, les portails et les bornes mentionnées à l'article 4.2 de la présente annexe ;
- les aires étanches ;
- les zones en cours d'exploitation ;
- les zones déjà exploitées non remises en état ;
- les zones remises en état sans apport de matériaux extérieurs ;
- les zones remises en état avec apport de matériaux extérieurs ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les installations de toute nature (bascule, locaux...) ;
- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre ;
- la position des piézomètres ;
- les valeurs et localisations des éléments S1, S2 et S3 définis à l'article 8.1 de la présente annexe.

Ce ou ces plans sont mis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et sont accompagnés de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que les volumes des vides à combler.

Une copie de ce ou ces plans, certifiée conforme, datée et signée par l'exploitant et leurs annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1.

ARTICLE 4.17 - PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

CHAPITRE 5 - PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 5.1 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer la carrière et les installations dans le paysage et de limiter l'impact visuel dans la conduite de l'exploitation.

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments, installations et merlons sont entretenus en permanence.

Les abords du site, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont, chacune d'elles, réduites au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Ces surfaces sont conformes aux plans de phasage annexés au présent arrêté.

Ne sont stockés sur le site de la carrière que les matériaux à traiter, les matériaux de découverte, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

La remise en état est effectuée de manière progressive et coordonnée à l'exploitation. Les merlons mis en place en bordure du site et les talus sont végétalisés au fur et à mesure. Ceux-ci sont entretenus.

ARTICLE 5.2 - IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL

Lors de la phase travaux, afin de limiter le dérangement des différentes espèces présentes sur le site et éviter la destruction potentielle de certaines espèces, l'exploitant met en œuvre 1 mesure d'évitement, 11 mesures de réduction et 4 mesures de suivi. Les cartes relatives aux secteurs d'applications des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi sont annexées au présent arrêté.

Article 5.2.1 - Mesure d'évitement

L'exploitant met en œuvre la mesure d'évitement suivante :

ME1 : Implantation des zones de dépôt (même temporaire), des accès, etc. hors des secteurs d'intérêt écologique

Aucune zone de dépôt n'est implantée à proximité des secteurs d'intérêt écologique.

Les secteurs concernés sont : les stations d'Odontite de Jaubert, les friches sèches sur sol-calcaro marneux dont l'enjeu est moyen et les zones déjà remises en état qui se trouvent dans la partie Sud-Ouest de la zone de renouvellement.

Article 5.2.2 - Mesures de réduction

L'exploitant met en œuvre les mesures de réduction suivantes :

MR1 : Piquetage de la ou des stations de Muflier des champs

Avant toute opération de déplacement, un repérage des stations de Muflier des champs doit être réalisé. Ce repérage se fait lors de la période de développement végétatif (cf tableau dans mesure MR02 ci-dessous) afin de délimiter précisément, par un piquetage, le contour des stations.

Ce piquetage précis permet de déplacer la terre accueillant l'espèce.

Après délimitation précises de la ou des stations de Mufliers des champs, une note technique est rédigée et transmise à la DRIEAT à l'adresse suivante :

especes-protegees-idf@developpement-durable.gouv.fr

MR2 : Protocole de déplacement de Muflier des champs

Le déplacement doit être effectué après la maturation des graines et avant le début de leur germination soit entre les mois d'octobre et de février.

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Piquetage de la station de Muflier des champs												
Déplacement des terres accueillant l'espèce												

Les travaux de déplacement se font en dehors de la période de reproduction des oiseaux.

Au droit de la zone réceptacle qui est aménagée dans la culture qui longe la zone d'extension à l'est (dont Sibelco a la maîtrise foncière), une partie est creusée sur 20 cm de profondeur et sur une largeur qui est fonction de la taille de la population observée lors du repérage estival. A l'heure actuelle, la largeur concernée est celle d'un godet de mini-pelle.

Le déplacement de la terre se fait en vrac et non pas de manière soignée. Il s'agit d'une espèce de culture qui affectionne le remaniement annuel des terres. La station est décapée à l'aide d'une mini-pelle mécanique ou d'un Manitou sur 30 cm de profondeur et 1 m de largeur. La surface à transplanter est acheminée directement sur la zone réceptacle préalablement aménagée, sans la déposer dans un camion benne intermédiaire. Ainsi, aucun stockage temporaire de la terre n'est nécessaire, ce qui évite la dégradation des graines.

Les terres contenant les banques de graines sont ensuite régaliées sur la zone réceptacle. La profondeur de la zone réceptacle est inférieure à celle de la zone originelle ce qui permettra d'éviter qu'une partie des graines de Muflier des champs soient enfouies trop profondément dans le sol. De cette manière, les chances de reprise sont maximisées.

Avant la mise en œuvre de l'opération, une note technique précise décrivant les modalités de la transplantation est rédigée et transmise pour validation à la DRIEAT à l'adresse suivante :

especes-protegees-idf@developpement-durable.gouv.fr

Dans le cas où il n'y est plus de stations de Muflier des champs, cette mesure de réduction n'aura plus lieu d'être.

MR3 : Utilisation d'espèces indigènes pour les plantations et les ensemencements

Pour les ensemencements et les plantations prévus dans le cadre de la remise en état, un mélange d'espèces indigènes adaptées aux conditions écologiques locales est utilisé. L'objectif est la réduction de la banalisation du cortège floristique sur et en bordure de la carrière. En effet, afin d'éviter la destruction et/ou la dégradation de milieux d'intérêt patrimonial ou non, il est préconisé d'utiliser des espèces indigènes adaptées aux conditions stationnelles pour végétaliser les pelouses ainsi que les talus et non des espèces horticoles qui peuvent se révéler envahissantes (la plantation de Robinier faux-acacia est proscrite). De même, il est préconisé de réaliser cette végétalisation de manière à permettre la recolonisation par les espèces végétales indigènes présentes aux abords.

Pour permettre la colonisation naturelle des aménagements par des espèces indigènes, il est préconisé de semer le mélange prairial suivant adapté aux conditions stationnelles et constitué de graminées et de légumineuses indigènes disponibles dans le commerce (cf. tableau ci-dessous). Le semis s'effectue en fin d'été – début d'automne (mais avant fin octobre afin d'éviter les risques de gelée) ou en début de printemps (afin de permettre une levée suffisante des semis avant les périodes estivales sèches). Il est fait le plus tôt possible après les aménagements afin d'éviter la prolifération d'espèces indésirables. Cet enherbement, réalisé avec une densité adéquate, permettra aussi de stabiliser les sols en évitant les phénomènes de glissement et d'érosion.

Pour les plantations arbustives et arborées, il est préconisé les essences suivantes. Il s'agit d'espèces indigènes, adaptées au contexte pédologique du site :

Essences arborescentes		
Charme	<i>Carpinus betulus</i>	X
Chêne sessile	<i>Quercus petraea</i>	X
Érable champêtre	<i>Acer campestre</i>	x
Alisier torminal	<i>Sorbus torminalis</i>	x
Essences arbustives		
Cornouiller sanguin	<i>Cornus sanguinea</i>	x
Fusain d'Europe	<i>Euonymus europaeus</i>	x
Sureau noir	<i>Sambucus nigra</i>	x
Viorne lantane	<i>Viburnum lantana</i>	x
Prunellier	<i>Prunus spinosa</i>	x
Noisetier	<i>Corylus avellana</i>	x
Cerisier de Sainte-Lucie	<i>Prunus mahaleb</i>	x

X : essences dominantes - x : essences compagnes

MR4 : Décapage des terrains, exploitation des fronts de taille occupés par l'Hirondelle de rivage, défrichement et mise en exploitation en dehors des périodes sensibles pour les oiseaux

Il s'agit de décaper les sols recouverts de végétation (Alouette des champs), d'exploiter les fronts de taille occupés par l'Hirondelle de rivage et de défricher les fourrés abritant la Tourterelle des bois en dehors de la période de reproduction des oiseaux (évitement de la période de mars à août inclus). Cette mesure permet d'éviter la destruction des couvées ou des nichées.

Il faut aussi initier l'exploitation du gisement le plus tôt possible afin d'éviter une recolonisation des milieux. Il s'agit par conséquent d'effectuer l'exploitation des fronts de taille occupés, ainsi que les travaux de décapage des terrains et les défrichements, entre les mois de septembre et février (automne-hiver).

MR5 : Mise en pratique de mesures de prévention classiques des pollutions

L'ensemble des chefs d'équipe et du personnel encadrant est formé sur les procédures à suivre en cas d'incident. Des kits anti-pollution sont à disposition dans chacun des engins qui sont utilisés.

Le contrôle et l'entretien des véhicules (dumpers, engins d'extraction et d'entretien du convoyeur...) est réalisé sur des aires étanches dédiées à cet effet.

Une cartographie précise de l'implantation des aires étanches est transmise pour validation à la DRIEAT à l'adresse suivante : especes-protgees-idf@developpement-durable.gouv.fr

MR6 : Interdiction de laver et de faire la vidange des engins à proximité de secteurs sensibles

Il est interdit d'installer des aires de lavage et de vidange à proximité des secteurs sensibles tel que la station d'Odontite de Jaubert. Ce type d'opération est effectué uniquement sur les aires étanches dédiées à cet effet.

Une cartographie précise de l'implantation des aires étanches est transmise pour validation à la DRIEAT à l'adresse suivante : especes-protgees-idf@developpement-durable.gouv.fr

MR7 : Valoriser écologiquement les milieux présents dans la bande des 10 m

Cette mesure a pour objectif de réduire les pertes de biodiversité durant l'exploitation notamment

vis-à-vis de l'entomofaune et de la flore.

Un entretien extensif de la bande des 10 m est mise en place avec une fauche automnale (première quinzaine d'octobre) annuelle exportatrice et non usage de produits phytosanitaires pour l'entretien. Par ailleurs, les boisements situés dans la bande des 10 m de la zone d'extension sont préservés.

MR8 : Proscrire le comblement des trous d'eau du site

Les trous remplis d'eau qui ponctuent la partie ouest de la zone de renouvellement sont colonisés par les têtards de Crapaud calamite et d'Alyte accoucheur en période de reproduction.

Avant toute intervention entre avril et août, il est nécessaire de vérifier l'absence de têtard dans les trous d'eaux.

En cas de présence de têtard ou d'individus des espèces citées ci-dessus, des mesures de protection spécifiques doivent être mise en place. Une note technique précise décrivant les modalités de protection est rédigée et transmise pour validation à la DRIEAT à l'adresse suivante :

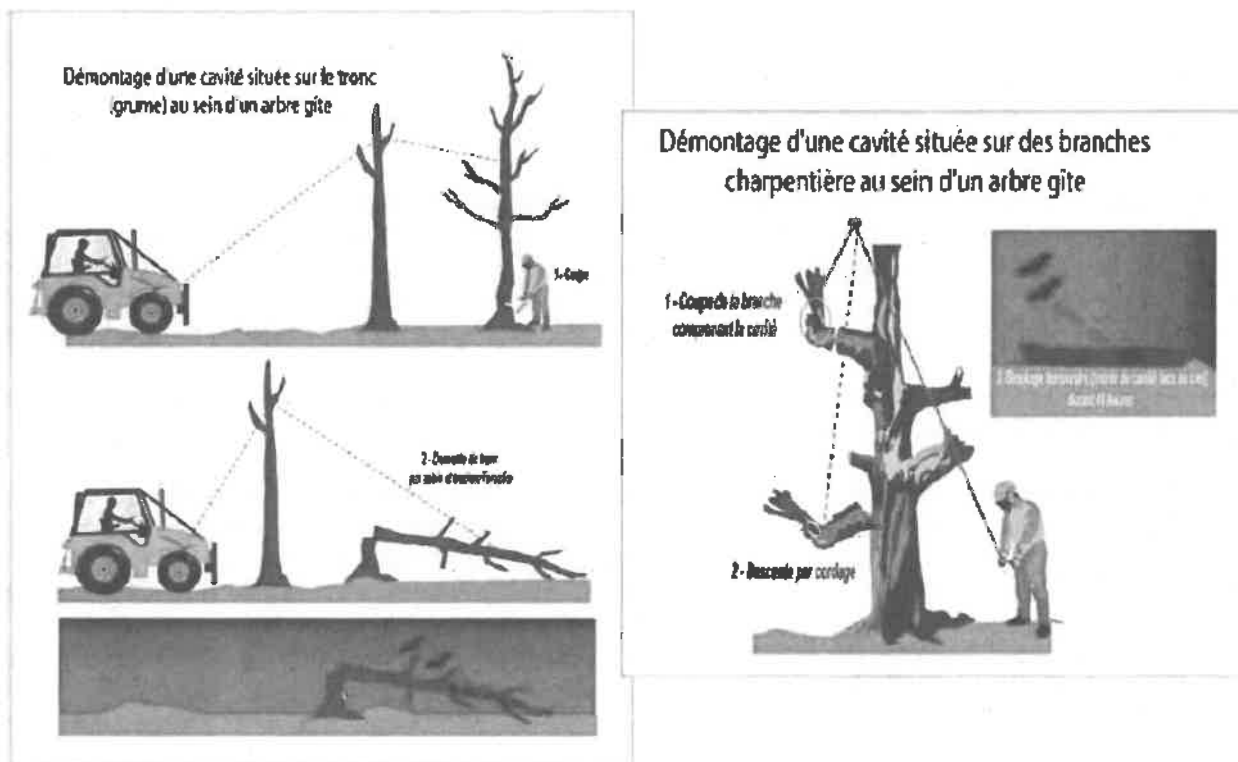
especes-protegees-idf@developpement-durable.gouv.fr

MR9 : Abattage sélectif des arbres gîtes à chauves-souris

Avant le démarrage des travaux, il s'agit d'identifier et de baliser les arbres gîtes potentiels à chiroptères parmi ceux à abattre. Ce repérage est à réaliser lorsque les arbres ne sont plus en feuilles en période hivernale. D'une façon générale, les travaux d'abattage sont réalisés de septembre à fin octobre avant l'hibernation et après l'élevage des jeunes et en dehors de la période de reproduction des oiseaux.

Lors de l'abattage des arbres préalablement balisés, le protocole suivant est appliqué :

- d'une façon générale, ne pas élaguer les branches. Quand l'arbre tombera, il sera ainsi amorti par ses branches et les autres arbres ;
- pour tout gîte potentiel repéré par un chiroptérologue, abaisser la branche ou le tronc concerné à l'aide de cordes et le laisser au sol ;
- un chiroptérologue vérifie ensuite l'absence de chiroptère dans les arbres concernés (prospection de la cavité avec une torche ou un endoscope, repérage du guano, odeur d'ammoniac...) ;
- dans le cas où la présence de chauves-souris est confirmée, l'arbre, avec l'entrée de la cavité face au ciel, devra être laissé in situ pendant 24 heures pour permettre aux chauves-souris de quitter définitivement le gîte.



Ces mesures de précaution sont intégrées dans le cahier des charges du marché des travaux. La cartographie précise des arbres à enjeux à abattre est transmise à la DRIEAT à l'adresse suivante : especes-protgees-idf@developpement-durable.gouv.fr

MR10 : Mesure de réduction relative aux espèces exotiques envahissantes (mesures MI1 à MI3)

L'enjeu vis-à-vis de ce type d'espèce est élevé au sein de la carrière. Quatre espèces à problème ont été observées dans l'aire d'étude dont trois sont impactées dans le cadre de l'exploitation et/ou de la remise en état : le Robinier faux-acacia, la Renouée du Japon et l'Ailante glanduleux.

Le personnel du chantier sera sensibilisé et formé à la reconnaissance des espèces envahissantes présentes dans la zone d'exploitation et ses abords.

Avant toute opération sur le site, un écologue fait une visite afin de repérer et pointer précisément au GPS les stations concernées par cette mesure.

La cartographie précise est transmise à la DRIEAT à l'adresse suivante :

especes-protgees-idf@developpement-durable.gouv.fr

Lorsque des individus de Robinier faux-acacia, d'Ailante glanduleux, de Renouée du Japon (ou toute autre espèce exotique envahissante) sont observés, ils sont déracinés manuellement ou bien à l'aide d'une petite pelle mécanique (des précautions particulières doivent être prises dans ce cas afin de garantir l'absence de dispersion des espèces exotiques envahissantes) et évacués dans une décharge habilitée pour gérer ce type de déchet. L'incinération des différents résidus végétaux est à privilégier.

Lorsque les secteurs infestés sont décapés dans le cadre de l'exploitation ou bien pour remblayer des zones à remettre en état, les espèces envahissantes sont abattues ou arrachées puis évacuées dans une décharge. Le premier mètre de matériaux de couverture abritant ces populations est utilisé pour le remblaiement profond des zones devant être réaménagées. Cet ensevelissement profond empêchera le développement des graines et éventuelles propagules.

Une note technique précise décrivant les modalités de traitement et de gestion des espèces exotiques envahissantes validée par l'écologue est rédigée et transmise à la DRIEAT à l'adresse suivante : especes-protgees-idf@developpement-durable.gouv.fr

Article 5.2.3 - Mesures compensatoires

Sans objet

Article 5.2.4 - Mesures d'accompagnement

L'exploitant met en œuvre les mesures d'accompagnement suivantes :

MA1 : Formation du personnel de la carrière aux problématiques écologiques

Une formation du personnel de la carrière à la prise en compte des problématiques écologiques lors de l'exploitation et du réaménagement, notamment dans les secteurs particulièrement sensibles (falaise à hirondelle de rivage, précautions vis-à-vis des espèces envahissantes, etc.) est réalisée. Cette formation est réalisée en interne par SIBELCO ou bien par l'intermédiaire d'un expert écologue.

La pédagogie est un atout augmentant les chances d'une mise en œuvre convenable des dispositifs prévus pour réduire les impacts sur le milieu naturel.

MA2 : Restauration de l'ancien bassin de décantation en faveur du Myriophylle verticillé

Lors des inventaires, le bassin était à sec lors de chaque passage. Dans un premier temps, une fauche manuelle avec exportation des roseaux communs est effectuée afin de rouvrir le milieu et favoriser le développement du Myriophylle verticillé. Cette opération est réalisée avant la montée en graine du Roseau commun (juillet-août), une fois tous les 3 ans.

Si les années suivantes le bassin est toujours à sec une majeure partie de l'année, un curage partiel peut être effectué sur une profondeur d'environ 30 cm. Les boues et fines excavées peuvent être entreposées dans un secteur devant être remblayé. Cette opération, si elle est nécessaire, est réalisée tous les 10 ans.

Si aucun résultat n'est obtenu après 15 années de gestion, la mesure est abandonnée.

MA3 : Restauration de la friche à Orchis singe

Afin d'améliorer l'état de conservation de la friche qui s'est enrichie fortement durant les dernières années, une fauche tardive avec exportation fin juin/début juillet est réalisée tous les deux ans. L'amélioration de l'état de conservation du milieu doit permettre le retour de l'Orchis singe.

MA4 : Gestion de la friche où l'Odontite de Jaubert a été déplacée

Les bordures immédiates de la zone concernée par le déplacement sont fortement colonisées par la Moutarde sauvage. Afin d'éviter la prolifération de cette espèce et dégrader la végétation des plaques déplacées, une fauche manuelle avec exportation des produits de coupe est réalisée annuellement entre mi-mai et mi-juin. En parallèle, la zone réceptacle est également fauchée avec exportation. La fréquence et le mode de gestion sont à adapter en fonction de l'évolution du milieu et de la population.

MA5 : Installation de nichoirs à Chouette hulotte

Les capacités d'accueil des boisements qui seront défrichés dans la zone d'extension de la carrière sont faibles pour les espèces inféodées aux cavités arboricoles. La Chouette hulotte, rapace nocturne d'enjeu faible, risque d'être faiblement impactée par les travaux de défrichement réalisés de jour.

Afin de limiter les risques d'impact sur cet oiseau et de lui offrir des solutions alternatives d'implantation dans l'aire d'étude, au minimum 4 nichoirs artificiels sont installés dans les plantations forestières au sud de la carrière. L'idéal est de les installer avant la coupe des boisements de la zone d'extension pour que les individus locaux s'en imprègnent. Ces nichoirs doivent être fixés au tronc de manière à ne pas blesser les arbres et à une hauteur comprise entre 6 et 10 mètres.

MA6 : Plantation de haies mixtes

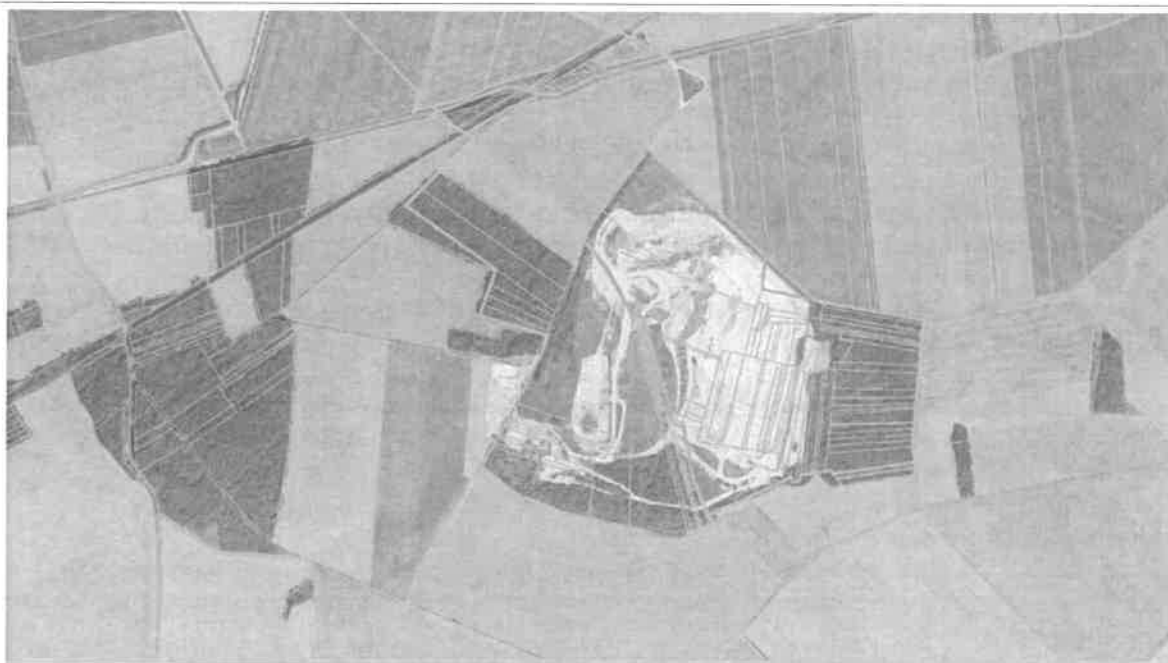
Afin d'améliorer les continuités écologiques et favoriser la nature ordinaire des milieux arbustifs, un linéaire de haies va être planté le long des bordures nord et sud de la zone d'extension ainsi qu'en

bordure nord de la zone de renouvellement. La haie sera également étendue vers l'est jusqu'au chemin agricole actuellement en place.

Cette plantation de haies mixtes, dont les essences utilisées pour constituer ce linéaire arbustif sont identiques à ceux de la mesure MR3, fera au minimum 1 900 ml.

MA7 : Boisement de feuillus

Afin d'optimiser la prise en compte de la biodiversité forestière, une mesure concernant un boisement de feuillus situés à proximité de la carrière sera mise en place sur 5,94 ha. Il s'agit de laisser vieillir ces boisements sur 50 ans en proscrivant toute activité sylvicole. En cas de risque pour la sécurité des personnes, les arbres en lisière de boisement pourront être coupés. Cette mesure entrera en synergie avec celles mises en œuvre par l'ONF en forêt domaniale de Fontainebleau (réserves biologiques intégrales).



Localisation des deux parcelles forestières faisant l'objet de la mesure d'accompagnement MA7

Article 5.2.5 - Mesures de suivi

Dès le début des travaux et pendant toute la durée de l'exploitation, le bénéficiaire de l'autorisation transmet à la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF), au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un bilan de l'organisation du chantier, un suivi des mesures mises en œuvre ainsi qu'un suivi des espèces protégées selon les périodicités indiquées dans l'article 5.2 du présent arrêté ainsi que la périodicité indiquée dans l'article 8 de l'arrêté de dérogation n°2017-DRIEE-130 du 21 septembre 2017.

Chaque rapport de suivi est transmis au département faune et flore sauvages du service nature et paysage de la DRIEAT-IF, par courrier électronique à l'adresse :

especes-protgees-idf@developpement-durable.gouv.fr

En outre, une version papier est transmise à l'adresse :

12 Cours Louis Lumière – CS 70027 – 94307 VINCENNES Cedex

Cette correspondance mentionne dans son objet le numéro et titre du présent arrêté et l'expression « suivi espèces protégées ».

L'exploitant met en œuvre les mesures de suivi suivantes :

MS1 : Suivi des opérations de piquetage et de déplacement de la population de Muflier des champs

La transplantation est réalisée sous la surveillance d'un expert en botanique et ingénierie écologique afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des mesures, du respect des prescriptions d'ordre écologique et de la bonne réussite de l'opération.

MS2 : Suivi des populations de Muflier des champs, d'Odontite de Jaubert, d'Orchis singe, de Myriophylle verticillé et de Chouette hulotte

Lors des 2 premières années, 3 passages sont prévus (mai, juin et fin août/début septembre) pour suivre l'évolution des populations. A partir de la 3^e année, le suivi est réalisé tous les 5 ans jusqu'au terme de l'exploitation. Au total, 24 passages de suivi sont prévus sur la période de 30 ans.

Ces suivis permettront de :

- disposer d'un état des lieux précis et régulier des espèces ;
- s'assurer de la bonne mise en œuvre des mesures et du respect des prescriptions d'ordre écologique ;
- mesurer l'efficacité des mesures mises en œuvre ;
- proposer des mesures correctives le cas échéant ;
- réaliser un bilan pour un retour d'expériences et une diffusion des résultats aux différents acteurs concernés par le projet (administrations, collectivités locales, propriétaires, etc.).

La fréquence de ces suivis peut être ajustée en fonction des résultats obtenus et de la réussite des mesures de gestion mises en place.

MS3 : Suivi des populations d'espèces exotiques envahissantes

L'objectif est de suivre et gérer les espèces exotiques envahissantes présentes sur le site.

Une cartographie des secteurs infestés est réalisée tous les 5 ans suite à un passage en juin.

Sur l'ensemble de la durée d'exploitation, cela représente donc un total de 6 passages.

Ces suivis permettront de :

- disposer d'un état des lieux précis et régulier sur les espèces exotiques envahissantes ;
- s'assurer de la bonne mise en œuvre des mesures et du respect des prescriptions d'ordre écologique ;
- proposer des mesures correctives le cas échéant (adaptation plan de gestion) ;

Cet outil permet de prendre les précautions nécessaires vis-à-vis de ces espèces tout au long de l'exploitation.

MS4 : Repérage, marquage et abattage des arbres gîtes potentiels à chauve-souris

Le repérage, le marquage et l'abattage des arbres à gîtes potentiels à chiroptères est réalisée sous la surveillance d'un chiroptérologue afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des mesures, du respect des prescriptions d'ordre écologique et de la bonne réussite de l'opération.

Article 5.2.6 - Dépôt légal obligatoire des données de biodiversité

Pour répondre à l'obligation prévue au I de l'article L. 411-1 A du code de l'environnement, les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, apportent une contribution à l'inventaire du patrimoine naturel en versant les données brutes de biodiversité (études préalables et de suivi) dans le système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP). Les données d'observation répondent aux exigences du SINP : données géoréférencées au format numérique, avec une liste de champs obligatoires

Dans ce cadre, le ministère de la transition écologique et solidaire a créé un site dédié à ce dépôt légal des données brutes de biodiversité « DEPOBIO », sur lequel le bénéficiaire de l'autorisation trouvera toutes les informations nécessaires et les outils pratiques lui permettant d'effectuer le versement des données brutes des études écologiques transmises :

<https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr>.

En application de l'article L. 163-5 du code de l'environnement, les informations géolocalisées relatives aux mesures d'évitement, réduction et compensation sont transmises à la DRIEAT-IF avant le 31 décembre 2023. Elles adoptent le format du fichier gabarit compatible avec l'application de géolocalisation des mesures compensatoires « GéoMCE ».

Si nécessaire, et en fonction des résultats des suivis, les mesures de réduction et d'accompagnement prescrites aux articles 5.2.2 et 5.2.3 ci-dessus sont réévaluées, dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 5.2.7 - Contrôles et sanctions

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté en matière de protection du patrimoine naturel peut faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L. 415-3 du code de l'environnement. Ces infractions sont punies des peines prévues au même article L. 415-3.

Elle peut également faire l'objet de contrôles administratifs conformément aux articles L. 170-1 et suivants du code de l'environnement. En application de l'article R. 411-12 du code de l'environnement, le non-respect des conditions fixées par le présent arrêté peut conduire à la suspension ou la révocation de la dérogation à la réglementation sur les espèces protégées visée à l'article 1.4 de la présente annexe.

ARTICLE 5.3 - ZONES HUMIDES

Sans objet

CHAPITRE 6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et les émissions lumineuses.

ARTICLE 6.2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

Article 6.2.1 - Prélèvements et consommation d'eau

La carrière possède un puits au niveau de l'entrée de la carrière pour le prélèvement d'eau souterraine. L'eau prélevée est utilisée pour l'arrosage des pistes.

Les installations de prélèvements d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/jour. Le résultat de ces mesures est porté sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement au réseau d'eaux souterraines est muni d'un dispositif anti-retour.

Les locaux sociaux sont alimentés par le réseau eaux potables.

Article 6.2.2 - Rejets des effluents aqueux

Article 6.2.2.1 - Identification des effluents

Les effluents aqueux sont les eaux pluviales, les eaux de lavage des engins et les eaux usées.

Article 6.2.2.2 - Eaux pluviales et eaux de lavage

Les eaux de ruissellement extérieures au site sont et seront naturellement déviées par la mise en place de merlons. Ainsi, les seules eaux pluviales atteignant la carrière seront les eaux tombant au droit du site.

Les eaux météoriques arrivant dans le périmètre de la carrière convergeront en grande partie au niveau du carreau de la carrière avant de s'infiltrer directement au travers des sables. Les seules surfaces imperméabilisées seront les aires étanches dédiées au ravitaillement et au stationnement des engins.

L'entretien des engins et la distribution d'hydrocarbures sont et seront assurés sur une dalle bétonnée étanche, pourvue d'un déshuileur avant passage par un fossé d'infiltration. Les eaux en sortie du décanteur / déshuileur sont et seront conformes avec la réglementation en vigueur concernant les rejets dans le milieu naturel.

De plus, ces installations font l'objet d'un entretien au moins annuel par une entreprise spécialisée afin de garantir leur bon fonctionnement et des analyses d'eaux en sortie du dispositif seront réalisées une fois par an pour garantir cette conformité.

En sortie du décanteur/déshuileur, les eaux sont dirigées vers un bassin de décantation à clôturer, situé au Sud-Ouest du site d'où elles s'évaporeront ou s'infiltreront dans le sol de manière naturelle.

Article 6.2.2.3 - Conception et gestion des ouvrages

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Article 6.2.2.4 - Aménagement de points de prélèvement

Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure de débit et d'un dispositif de prélèvement.

Article 6.2.2.5 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets (eaux pluviales et eaux de lavage)

Les eaux canalisées rejetées (sortie de décanteur-déshuileur) dans le milieu naturel respectent les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Valeurs limites	Normes de référence
pH	5,5 < pH < 8,5	
Température	< 30 °C	
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l	NF T 90 105
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l	NF T 90 101
Hydrocarbures	< 10 mg/l	NF T 90 114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Article 6.2.2.6 - Contrôle des rejets aqueux

L'exploitant fait procéder à un contrôle annuel des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures ainsi que du débit.

Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé.

Les résultats des analyses sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues est transmis au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Article 6.2.2.7 - Eaux usées

Le local social est situé au Sud de la carrière. Il comprend des bureaux, des vestiaires, un réfectoire et des sanitaires (assainissement autonome) dans les règles de l'art. Les eaux usées du bâtiment servant de locaux sociaux sont dirigées vers un système d'assainissement individuel de type fosse septique. Elles sont traitées et évacuées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur. Ce local est relié au réseau d'eau potable.

Article 6.2.3 - Eaux souterraines

Article 6.2.3.1 - Réseau de surveillance

La carrière possède un puits au niveau de l'entrée de la carrière pour le prélèvement d'eau souterraine. L'eau prélevée est utilisée pour l'arrosage des pistes.

Les coordonnées du puits sont précisées ci-dessous.

Nom du puits	Coordonnées dans le système de projection Lambert 93		Profondeur de l'ouvrage (en m)
Infoterre 02945X0020/F	X = 665426,2	Y = 6800380,6	70

Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comporte 4 piézomètres dont les coordonnées sont indiquées ci dessous :

Nom du piézomètre	Coordonnées dans le système de projection Lambert 93		Profondeur de l'ouvrage (en m)
Pz Nord-Est (existant)	X = 666029,3	Y = 6800661,1	68
Pz Nord-Ouest (à créer)	X = 665718	Y = 6800940	65
Pz Nord-Est Extension (à créer)	X = 666431	Y = 6800640	65
Pz Sud Extension (à créer)	X = 666033	Y = 6800146	60

Article 6.2.3.2 - Implantation des piézomètres

Le site d'implantation des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 mètres autour des têtes des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains.

Le soutènement, la stabilité et la sécurité des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains doivent être assurés au moyen de cuvelages, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les caractéristiques des matériaux tubulaires (épaisseur, résistance à la pression, à la corrosion) doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, lorsqu'un forage, puits, sondage ou ouvrage souterrain traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, l'exploitant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 30 cm de hauteur au-dessus du niveau naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau de terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 50 cm au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. Cette tête est protégée contre les heurts particulièrement de véhicules. En zone inondable, elle est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain pour effectuer la surveillance des eaux souterraines. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations ou de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les têtes des ouvrages de surveillance sont nivelées en mètre NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur chaque ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines sont identifiés par une plaque mentionnant les références du présent arrêté.

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, l'exploitant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance des eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines, leurs coordonnées géographiques (en Lambert 93), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;
- pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les

caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués...) ;

- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance et le compte-rendu des travaux de comblement pour ceux qui sont abandonnés.

Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3.3 - Suivi piézométrique

Un suivi piézométrique mensuel des eaux souterraines, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, sera réalisé sur les 4 piézomètres et le puits.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés a minima, la date du relevé, la désignation de l'ouvrage et la hauteur de la nappe en mètre NGF.

Article 6.2.3.4 - Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Au niveau des piézomètres implantés, l'exploitant procède ou fait procéder aux analyses suivantes :

- une analyse deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, sur les paramètres pH, température, conductivité, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, nitrates, sulfates, chlorures, fluorures, atrazine et simazine ;

L'ensemble des analyses prévues pour assurer le contrôle de la qualité des eaux est consigné dans un registre.

Un bilan du suivi prévu à l'article 6.2.3.3 ci-dessus et de la surveillance définie au présent article est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie.

Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Des analyses ou des paramètres supplémentaires pourront être demandés en tant que de besoin par l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3.5 - Conditions de surveillance et d'abandon d'un forage

Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

Les piézomètres font l'objet d'une inspection périodique au minimum tous les dix ans afin de vérifier l'étanchéité de l'installation et l'absence de communication entre les eaux surveillées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires. Le compte-rendu de cette inspection est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon d'un forage, l'exploitant se conformera à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique

1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, notamment ses articles 12 et 13, et à la norme NF X 10-999.

ARTICLE 6.3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 6.3.1 - Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que la carrière et les installations ne soient pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction des installations que de l'exploitation de la carrière de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de la carrière et des installations sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.3.2 - Dispositions particulières

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envois de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de la carrière sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de la carrière n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de la carrière sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 6.3.3 - Surveillance des émissions atmosphériques diffuses

Article 6.3.3.1 - Plan de surveillance des émissions de poussières

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Il le transmet à l'inspection des installations classées dans l'année suivant la notification de poursuite de l'exploitation de la carrière.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article 6.3.3.2 ci-dessous, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue à l'article 6.3.3.2 ci-dessous et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.3.3.3 de la présente annexe, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Article 6.3.3.2 - Suivi des retombées atmosphériques

En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe ci-dessus.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.3.3.3 ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Article 6.3.3.3 - Bilan annuel

Chaque année, l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivante.

ARTICLE 6.4 - DÉCHETS PRODUITS

Article 6.4.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) tout autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux dispositions des articles R. 543-3 à R. 543-6 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballages sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-130 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-143 du code de l'environnement.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les déchets banals (papier, métal, plastique, verre et bois...), non valorisables sur site et non souillés par des produits toxiques ou polluants, ne peuvent être éliminés que dans des installations dûment réglementées en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier le caractère ultime de ces déchets, au sens de l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Article 6.4.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un

lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les zones de stockage de déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

Article 6.4.4 - Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 6.4.5 - Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

Tout traitement ou élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Article 6.4.6 - Transport

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Ce registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs

correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site pendant au moins cinq ans.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-61-2 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.7 - Déchets de l'industrie extractive

Les déchets de l'industrie extractive, constitués par les terres végétales et stériles de découverte, sont valorisés sur le site dans le cadre de la remise en état décrite à l'article 4.12 de la présente annexe.

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement du site, qui est révisé tous les cinq ans ou en cas de modification substantielle du fonctionnement de la carrière.

ARTICLE 6.5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 6.5.1 - Dispositions générales

Article 6.5.1.1 - Aménagements

La carrière est exploitée, et les installations sont construites et équipées, de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne et de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 6.5.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un modèle homologué et les matériels mis sur le marché depuis le 4 mai 2002 sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Article 6.5.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 6.5.2 - Niveaux acoustiques

Article 6.5.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités de la carrière et des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible	
	Période allant de 7 h à 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés	Autres périodes
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	Aucune activité
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	Aucune activité

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

La localisation des zones à émergence réglementée est précisée sur le plan de localisation des points de mesure de bruit annexé au présent arrêté.

Article 6.5.2.2 - Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation

Les niveaux de bruit en limites du périmètre autorisé de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles, ne doivent pas dépasser la valeur fixée dans le tableau ci-dessous :

Emplacement	Niveau de bruit maximum admissible en limite de propriété	
	Période allant de 7 h à 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés	Autres périodes
Limites de site en direction des habitations	70 dB(A)	Aucune activité

Article 6.5.2.3 - Tonalité marquée

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans la période allant de 7h à 19h du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Article 6.5.2.4 - Contrôle des niveaux de bruit et de l'émergence

L'exploitant fait réaliser tous les ans, à ses frais, une mesure des niveaux de bruit et de l'émergence par un organisme qualifié. Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susmentionné.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'établissement fait l'objet de plaintes ou en cas de modification des installations susceptible d'impacter le niveau de bruit généré par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. En cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 6.5.3 - Vibrations

I – Vibrations dues aux tirs de mines

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du présent arrêté.

Les mesures de vibrations se font en conformité avec la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, tout particulièrement les § 1.1.2 appareils et 1.1.3 précautions opératoires. Le point de mesure pour le contrôle de la valeur limite est solidaire d'un élément porteur de la structure, situé au-dessus des fondations.

La chaîne des mesures doit avoir une dynamique d'au moins 54 dB et une résolution inférieure à 0,1 mm / s dans la gamme 1 Hz – 150 Hz. Elle doit avoir une précision supérieure à 8 % de la valeur mesurée dans la gamme 2 Hz – 80 Hz.

II – En dehors de tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées au moyen de dispositifs antivibratoires.

ARTICLE 6.6 - PRÉVENTION DES NUISANCES LUMINEUSES

L'exploitation de la carrière ne doit pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage ou de compromettre la sécurité des personnes à l'extérieur du site.

ARTICLE 6.7 - TRANSPORT DES MATÉRIAUX ET CIRCULATION

Les sables bruts ou simplement pré-criblés seront évacués par camions vers les installations de traitement des autres sites de SIBELCO ou vendus en l'état.

Les grès industriels sont concassés puis criblés et vendus en différentes granulométries. Leur évacuation se fait directement depuis la carrière par les camions.

Les calcaires sont évacués par camions.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant de la carrière, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA). Un pont-basculé est présent sur le site.

À l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Elles sont aménagées de manière à permettre aux véhicules ou engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté et d'accéder facilement aux installations.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

En particulier, toutes les dispositions sont prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, les stockages ou leurs annexes.

CHAPITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 7.1 - GÉNÉRALITÉS

Article 7.1.1 - Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 7.1.2 - Contrôle des accès

Durant les heures d'activité de la carrière, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 7.1.3 - Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 7.2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 7.2.1 - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes les dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait la carrière et les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite de l'exploitation (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et en matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, la détection, l'alerte des secours et la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans les parties du site présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Article 7.2.2 - Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail », et éventuellement d'un « permis de feu », et en respectant une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » ainsi que la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » ainsi que la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Article 7.2.3 - Contenu du permis de travail ou de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre, notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant, ou son représentant, et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travail ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

Article 7.2.4 - Produits – substances dangereuses

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail. Ces documents font l'objet en tant que de besoin d'une mise à jour régulière.

L'exploitant constitue un recueil des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce recueil est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 7.2.5 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail et des textes réglementaires applicables en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer à proximité des zones d'emploi de produits inflammables ou combustibles ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'engendrer des points chauds dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, obturation des écoulements...) ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.

Article 7.2.6 - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation à la sécurité de l'ensemble du personnel intervenant sur le site.

Cette formation comprend notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits employés ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ;
- un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à l'établissement.

L'exploitant veille à disposer en tout temps de personnel de première intervention. Ce personnel est régulièrement formé et entraîné à l'application des consignes de sécurité et au maniement des moyens d'intervention.

Article 7.2.7 - Prévention des risques d'origine électrique

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

L'exploitant fait procéder à la vérification des installations électriques conformément aux dispositions des articles R. 4226-14 à R. 4226-21 du code du travail.

Les installations électriques sont vérifiées par un organisme accrédité lors de leur mise en service ou après avoir subi une modification de structure.

Une vérification des installations électriques est effectuée une fois par an par un organisme accrédité qui établit un rapport mentionnant les non-conformités constatées lors de la vérification. L'exploitant réalise, dans les plus brefs délais, les travaux et modifications nécessaires pour porter remède aux défauts constatés.

Les résultats des vérifications et les justifications des travaux de mise en conformité sont consignés sur un registre auquel sont annexés les rapports de vérification. Ce registre et les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 7.2.8 - Moyens de lutte contre l'incendie

Les installations et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment :

- des extincteurs en quantité adaptée aux risques, placés dans les engins, au niveau du bâtiment servant de locaux sociaux et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre ;
- une réserve d'eau d'une capacité minimale de 120 m³ à proximité du bâtiment servant de locaux sociaux. Cette réserve incendie doit :
 - être disponible en toute circonstance ;
 - être accessible en tout temps par les engins des services d'incendie et de secours ;
 - être implantée à plus de 8 mètres de toute façade et à moins de 200 mètres du bâtiment à défendre par les axes de circulation ;
 - disposer d'une aire d'aspiration de 32 m² (4 m x 8 m) munie d'un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre, dont la coquille est orientée en position haute et basse, et d'une plaque de signalisation pour prises et points d'eau.

L'exploitant transmet au directeur départemental des services d'incendie et de secours de Seine-et-Marne, avant le début de l'exploitation, une attestation de conformité de la réserve incendie délivrée par l'installateur du point d'eau.

Les équipements de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme agréé.

L'établissement est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

Article 7.2.9 - Abattage à l'explosif

L'utilisation éventuelle de produits explosifs se fait dans le respect de la réglementation applicable, du titre « Explosifs » du Règlement général des industries extractives et du Code du travail.

Afin de limiter les risques encourus lors des opérations de tir, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- la mise en place des explosifs et le tir sont effectués sous la responsabilité d'un personnel qualifié, le boute-feu ;
- un Dossier de Prescriptions (DP) « Explosifs-Minage » indique les règles à respecter pour le transport, le stockage et l'utilisation des explosifs ; ce DP décline les prescriptions du titre Minage du RGIE (Réglementation Générale des Industries Extractives) ;
- quatre tirs de mine sont effectués au maximum par semaine ;
- les explosifs, détonateur et autres matériels nécessaires aux campagnes de tirs ne sont pas stockés dans la carrière ;
- les explosifs et les détonateurs sont livrés par un fournisseur le jour de l'opération de minage (une fois que le plan de tir est défini et les trous forés). Les reliquats de tir sont repris en consignation par le fournisseur d'explosifs en fin de journée ;
- les trous où sont déposés les charges sont forés avant la livraison des explosifs ;
- le plan de tir de l'exploitation prévoit d'effectuer les tirs en série et non simultanément (tir séquentiel) ; ce protocole de tir permet notamment de limiter les projections de pierres ;
- l'exploitant met en place un mode opératoire de mise en sécurité des tirs et une fiche de poste « Procédure de tir / Check List minage » destinés à vérifier que l'ensemble des prescriptions de sécurité et des bonnes pratiques sont respectées lors de chaque opération de minage effectuée.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les plans de tir ainsi que les comptes rendus d'anomalies consécutives au tir.

Le transport des charges d'explosifs et des détonateurs nécessaires est régi par la réglementation de TMD (Transport de Marchandises Dangereuses).

ARTICLE 7.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, de déversement de matières dangereuses, polluantes ou toxiques vers le milieu naturel.

Le stockage de carburant pour le groupe électrogène alimentant en énergie le bâtiment servant de locaux sociaux est constitué d'un réservoir d'une capacité maximale de 200 litres. Ce stockage de carburant est réalisé sur une cuvette de rétention de capacité au moins égale à la capacité totale du réservoir.

Tout autre stockage fixe ou mobile d'hydrocarbures ou de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit sur le site de la carrière.

Le ravitaillement des engins est effectué :

- au niveau d'une des aires étanches, équipées d'un décanteur / déshuileur, pour les engins sur roues ;
- en bord à bord avec un dispositif d'efficacité au moins équivalente pour les bulldozers, pour le crible et pour la pelle utilisée pour les campagnes de décapage.

Une cuve enterrée de GNR de 40 000 litres est présente sur le site au niveau de l'atelier. Il s'agit d'une cuve double paroi et disposant d'un système de détection de fuites.

Un atelier est présent en partie Sud-Ouest de la carrière. Ce dispositif permet de réaliser l'entretien courant sur les engins et notamment de stocker tout le matériel (outils et substances) nécessaire à cette tâche. Les huiles sont stockées sur rétention.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Des kits antipollution et des feuilles absorbantes sont présents dans tous les engins de chantier.

Toute fuite sur un engin entraînera son immobilisation sur une aire étanche et sa réparation immédiate ou, si nécessaire, son évacuation rapide en dehors du site.

Les produits récupérés en cas d'accident doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

CHAPITRE 8 - GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 8.1 - MONTANTS DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Pour chacune des périodes quinquennales, le montant de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :

Périodes	S1 (en ha)	S2 (en ha)	S3 (en ha)	Montant de référence C _R (en euros TTC)
A de 0 à 5 ans	6,29	22,14	3,96	1 032 516
B de 5 à 10 ans	6,29	22,14	3,96	1 032 516
C de 10 à 15 ans	4,7	21,77	4,06	990 578
D de 15 à 20 ans	3,74	22,23	4,22	988 065
E de 20 à 25 ans	3,74	22,23	4,22	988 065
F de 25 à 30 ans	3,74	22,23	3,68	975 153

La formule de calcul utilisée est la formule n° 2 pour les « carrières en fosse ou à flanc de relief » proposée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées :

$$C_R = \alpha \times (S1.C1 + S2.C2 + S3.C3)$$

avec :

- C_R : montant de référence des garanties financières pour la période considérée ;
- S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement ;
- S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau définitive et des surfaces remises en état ;

- S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état ;
- Coûts unitaires (TTC) :
 - C1 : 15 555 €/ha ;
 - C2 : 36 290 €/ha pour les 5 premiers hectares, puis 29 625 €/ha pour les 5 suivants et 22 220 €/ha au-delà ;
 - C3 : 17 775 €/ha ;

et :

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{Index}_0} \times \frac{(1 + \text{TVA}_R)}{1 + \text{TVA}_0} = 1,3452$$

avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 de décembre 2022 = 126,5 × 6,5345 (coefficient de raccordement) = 826,6 ;
- Index₀ : indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 ;
- TVA_R : taux de TVA applicable lors de l'établissement du présent arrêté, soit 0,20 ;
- TVA₀ : taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 8.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un document attestant la constitution de garanties financières.

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 8.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance des garanties financières, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susmentionné.

ARTICLE 8.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susmentionné, et atteste de cette actualisation auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice TP01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, et ce dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_R \times \frac{\text{Index}_n \times (1 + \text{TVA}_n)}{\text{Index}_R \times 1 + \text{TVA}_R}$$

avec :

- C_R : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau de l'article 8.1 de la présente annexe ;
- C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice de décembre 2022 = $126,5 \times 6,5345$ (coefficient de raccordement) = 826,6 ;
- TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement du présent arrêté, soit 0,20.

Les indices TP01 sont consultables sur le site Internet de l'Insee.

ARTICLE 8.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

ARTICLE 8.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II du même article L.171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de la carrière et des installations, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de cette suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 8.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de remise en état du site, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable.

ARTICLE 8.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1 un plan topographique de la carrière indiquant les valeurs maximales des surfaces S1, S2 et S3 de l'année N et le périmètre précis de chacune des surfaces.

CHAPITRE 9 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION ET DOCUMENTS À TRANSMETTRE

L'exploitant tient un dossier à jour en tant que de besoin, qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site :

- les différents dossiers de demande d'autorisation et de mise en conformité aux dispositions ministérielles applicables ;
- les plans mis à jour ;
- les preuves de dépôt et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté ;
- les différents arrêtés préfectoraux d'autorisation ou complémentaires pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans la présente annexe ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données.

Le tableau ci-dessous récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre au préfet et/ou à l'inspection des installations classées.

Articles	Documents	Délai / Périodicité / Échéance
2.6 4.12.3	Notification d'arrêt définitif Déclaration de fin de travaux de remise en état du site	6 mois au moins avant l'arrêt définitif de l'exploitation
2.8	Accident ou incident	Déclaration immédiate Transmission du rapport d'accident ou d'incident dans les 15 jours
4.2 4.6	Plan de bornage Notification de poursuite de l'exploitation	Dès la réalisation des aménagements préliminaires
4.6 8.2 8.3 8.4	Acte de cautionnement solidaire pour attester la constitution des garanties financières	Document initial : dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté Document renouvelé ou actualisé : 6 mois au moins avant l'échéance
4.16	Plan d'exploitation	Mise à jour au 31 décembre de l'année N Transmission au plus tard le 1 ^{er} mars de l'année N+1
4.17	Plan de gestion des déchets d'extraction	Transmission dès le début de l'exploitation Révision tous les 5 ans minimum
5.2.5	Suivi des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prescrites et des espèces protégées	Réalisation selon la périodicité indiquée Transmission des rapports de suivi au plus tard le 1 ^{er} mars de l'année suivante
6.2.2.6	Contrôle annuel des rejets aqueux	Bilan des analyses de l'année N transmis au plus tard le 1 ^{er} mars de l'année N+1 Transmission immédiate en cas d'anomalie
6.2.3.2	Implantation des piézomètres	Transmission du rapport de fin de travaux dans un délai de 2 mois maximum

Articles	Documents	Délai / Périodicité / Échéance
6.2.3.3 6.2.3.4	Suivi piézométrique mensuel Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Bilan de l'année N transmis au plus tard le 1 ^{er} mars de l'année N+1 Transmission immédiate en cas d'anomalie
6.3.3.1	Plan de surveillance des émissions de poussières	Dans l'année suivant la notification de poursuite de l'exploitation
6.3.3.2 6.3.3.3	Suivi des retombées atmosphériques Bilan annuel des mesures	Bilan des mesures de l'année N transmis au plus tard le 1 ^{er} mars de l'année N+1
6.5.2.4	Contrôle des niveaux de bruit en limite d'exploitation et de l'émergence	Résultats des mesures de l'année N transmis au plus tard le 1 ^{er} mars de l'année N+1 Transmission immédiate en cas d'anomalie
8.8	Suivi des garanties financières	Plan et valeurs maximales des surfaces S1, S2, S3 de l'année N transmis au plus tard le 1 ^{er} mars de l'année N+1

Ces documents sont accompagnés, autant que nécessaire, de tout commentaire de la part de l'exploitant sur les anomalies et dysfonctionnements éventuels ainsi que sur leur traitement.

CHAPITRE 10 - DÉCLARATION ANNUELLE

L'exploitant déclare chaque année les données relatives aux émissions polluantes et aux déchets de l'établissement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transfert de polluants et des déchets. Concernant l'exploitation de la carrière, il est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III du même arrêté ministériel.

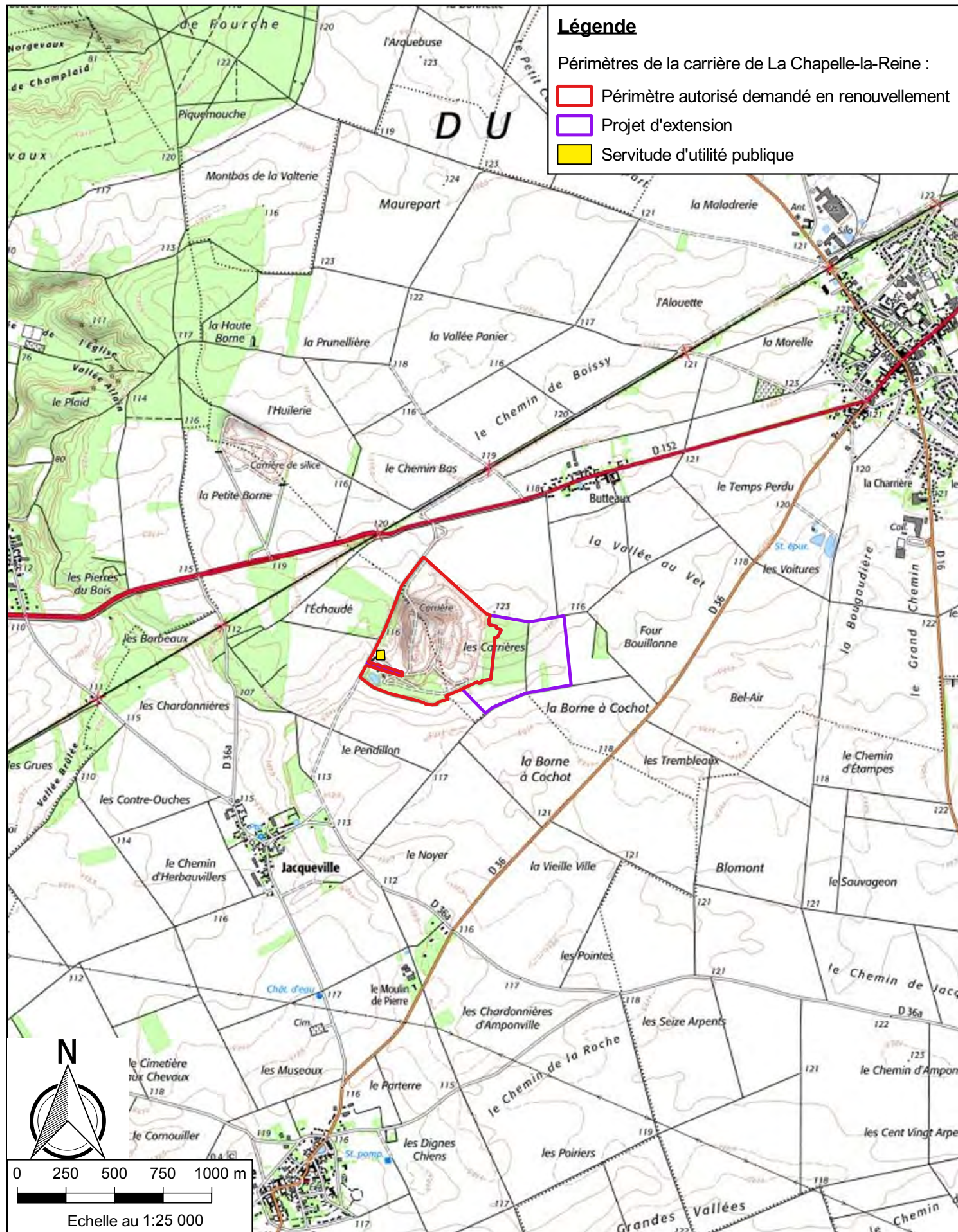
La déclaration des données de l'année N est effectuée au plus tard le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées.

**PLANS ANNEXÉS À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2023/04/DCSE/BPE/M
DU 1ER JUIN 2023**

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° *2023/04/DCSE/BPE/M*
en date du *10 JUIN 2023*

Le secrétaire général

Cy
Cyrille LE VÉLY

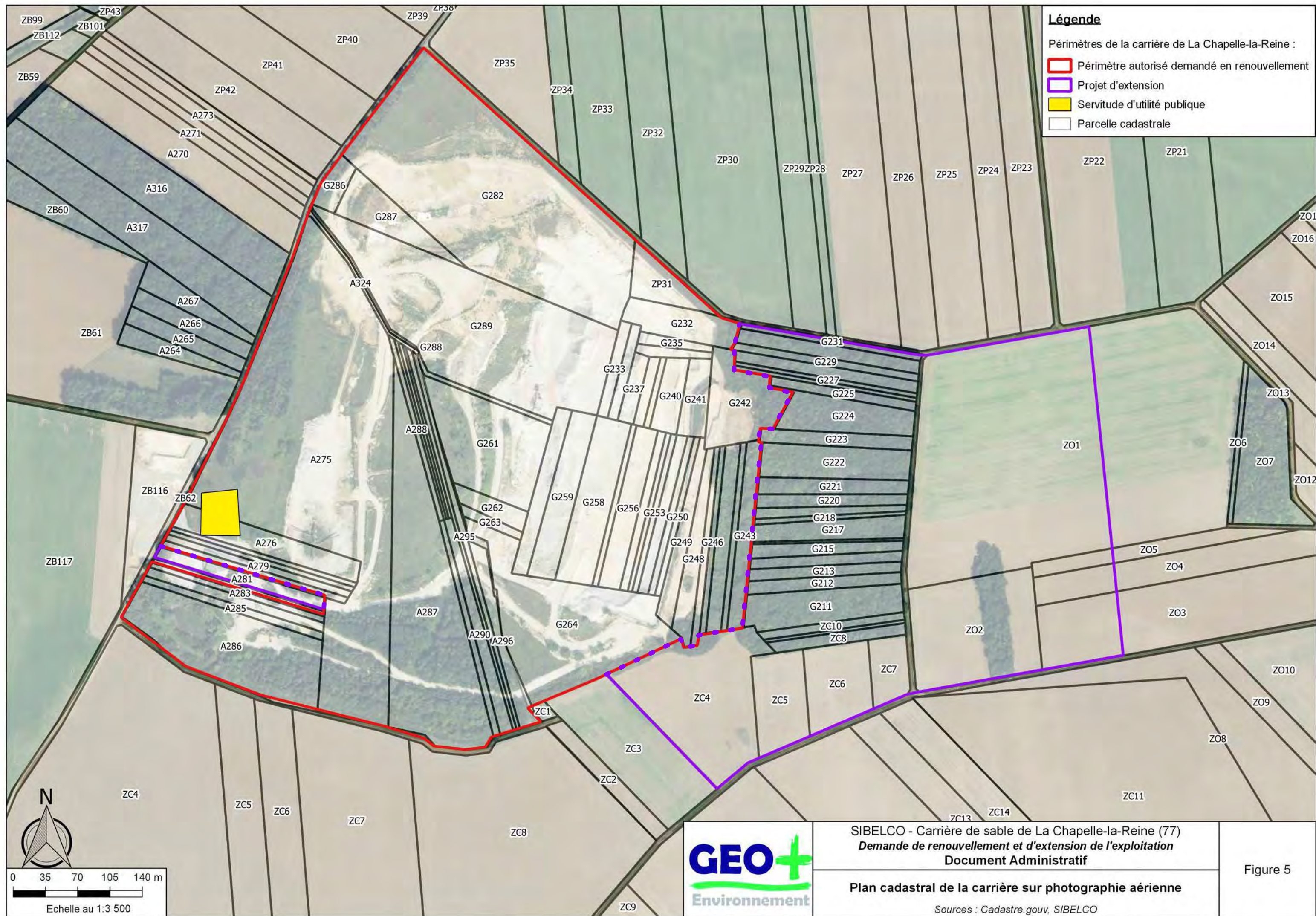


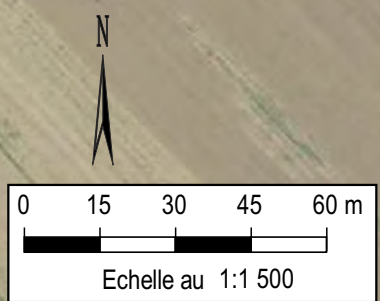
SIBELCO - Carrière de sable de La Chapelle-la-Reine (77)
Demande de renouvellement et d'extension de l'exploitation
Document administratif

Localisation du projet au 1/25 000

Source : IGN / SIBELCO / GéoPlusEnvironnement

Figure 2















S1 = 4 ha 64
Plateforme de stockage
infrastructure, piste et
défrichement

S2 = 17 ha 83
Zone décapée d'avance
et zone en extraction

S3 = 3 ha 28
Front

LEGENDE

- | | |
|--|---|
|  Périimètre d'autorisation |  S1 : Surfaces des infrastructures |
|  Périimètre d'extension |  S2 : Surfaces en exploitation |
|  Servitude d'utilité publique |  S3 : Surface remise en état |
|  Périimètre impactée par le réaménagement |  S3 : Front |
|  Courbe de niveaux secondaire | |
|  Courbe de niveaux principale | |
- 0 40 80 120 160 m

Echelle au 1:4 000



SIBELCO - La Chapelle La Reine (77)
Demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de la carrière
Mémoire technique

Garantie financières (Phase 0)
Sources : SIBELCO / GéoPlusEnvironnement

Annexe 5.a



S1 = 4 ha 70
Plateforme de stockage ,
infrastructure, piste et
défrichement

S2 = 20 ha 81
Zone décapée d'avance
et zone en extraction

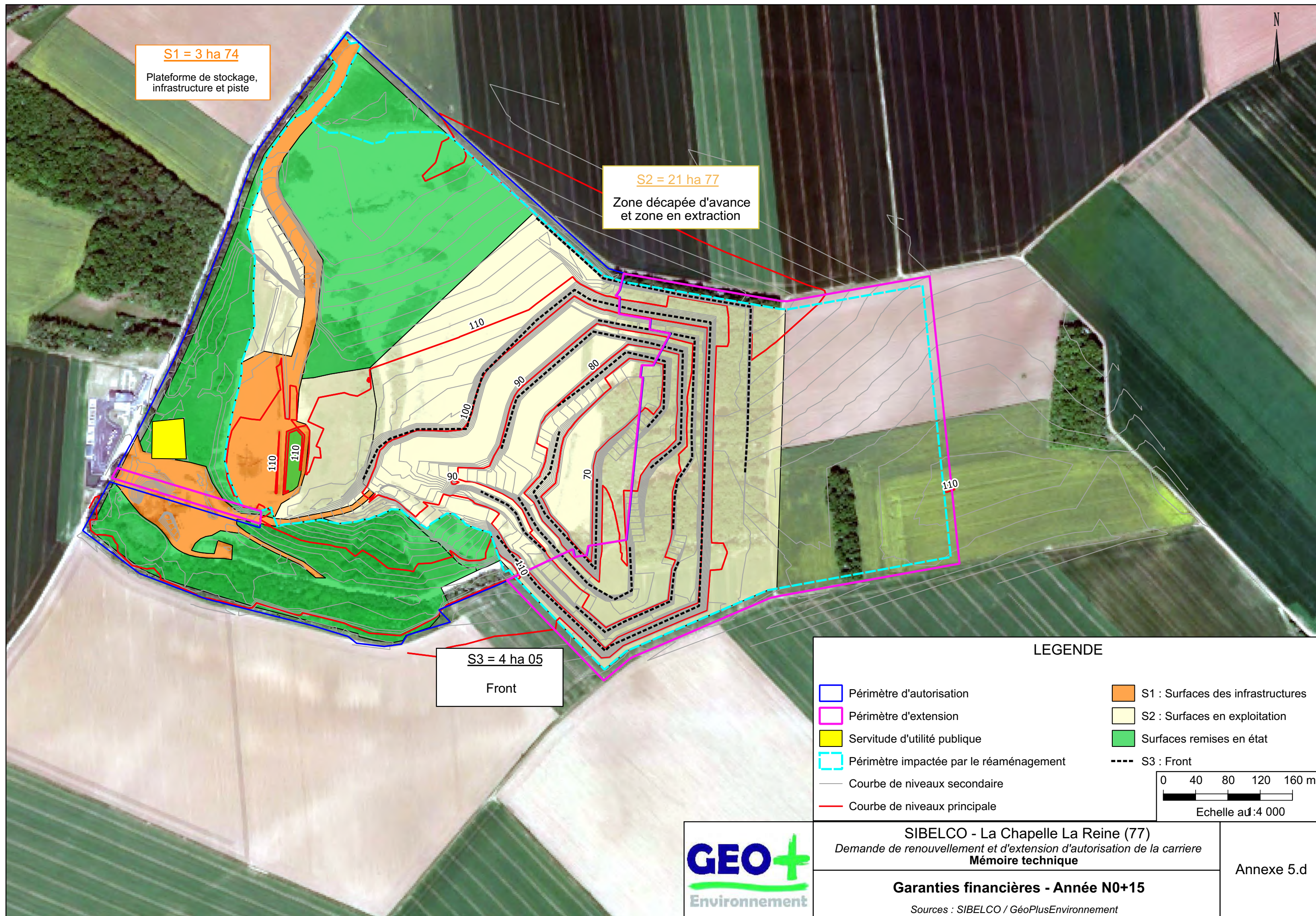
S3 = 3 ha 80
Front

LEGENDE

	Périmètre d'autorisation		S1 : Surfaces des infrastructures
	Périmètre d'extension		S1 : Surfaces défrichées
	Servitude d'utilité publique		S2 : Surfaces en exploitation
	Périmètre impactée par le réaménagement		Surfaces remises en état
	Courbe de niveaux secondaire		S3 : Front
	Courbe de niveaux principale		

0 40 80 120 160 m

Echelle au 1:4 000













S1 = 3 ha 74
Plateforme de stockage ,
infrastructure et piste

S2 = 22 ha 23
Zone décapée d'avance
et zone en extraction

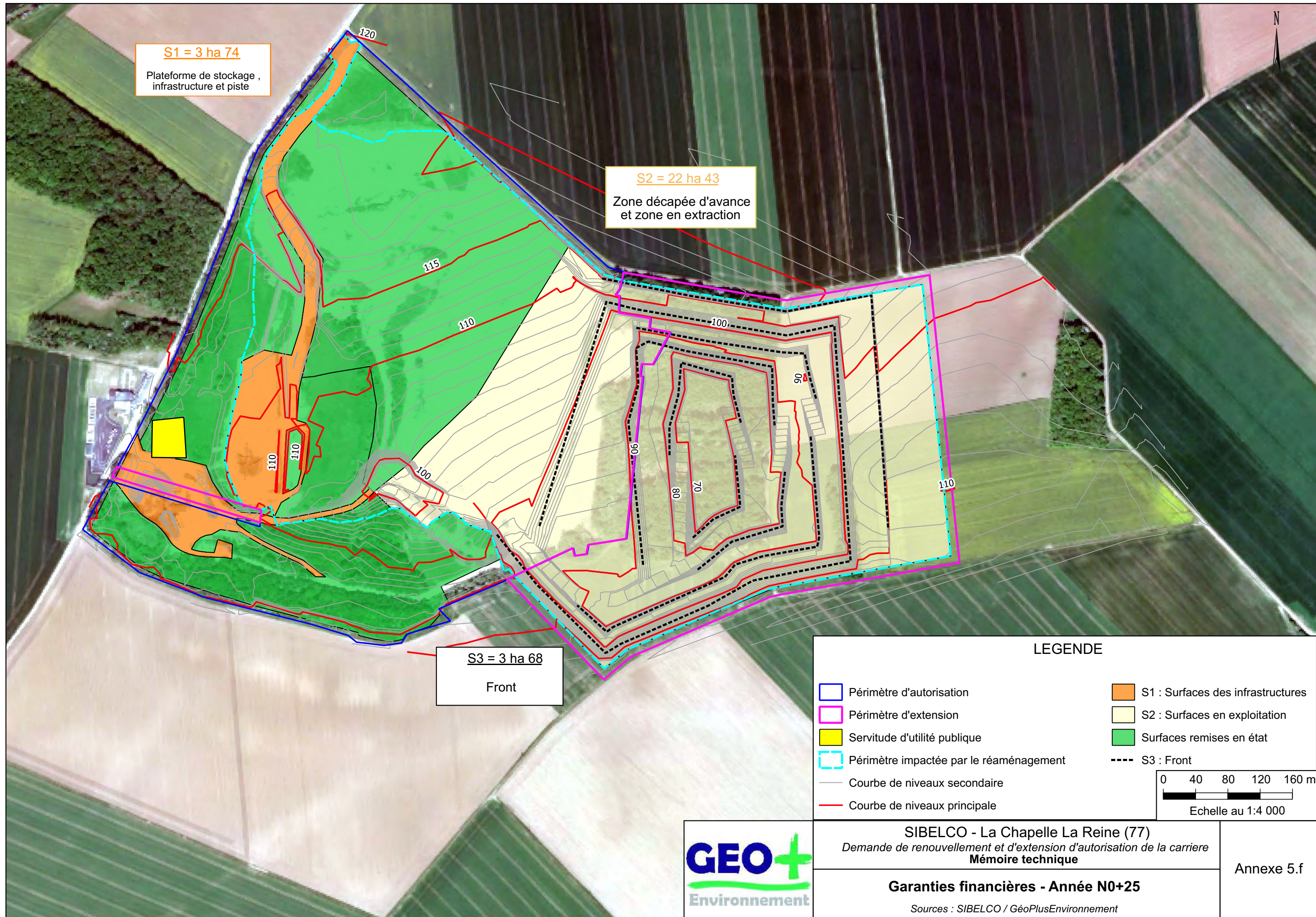
S3 = 4 ha 22
Front

LEGENDE

 Périmètre d'autorisation	 S1 : Surfaces des infrastructures
 Périmètre d'extension	 S2 : Surfaces en exploitation
 Servitude d'utilité publique	 Surfaces remises en état
 Périmètre impactée par le réaménagement	 S3 : Front
 Courbe de niveaux secondaire	
 Courbe de niveaux principale	

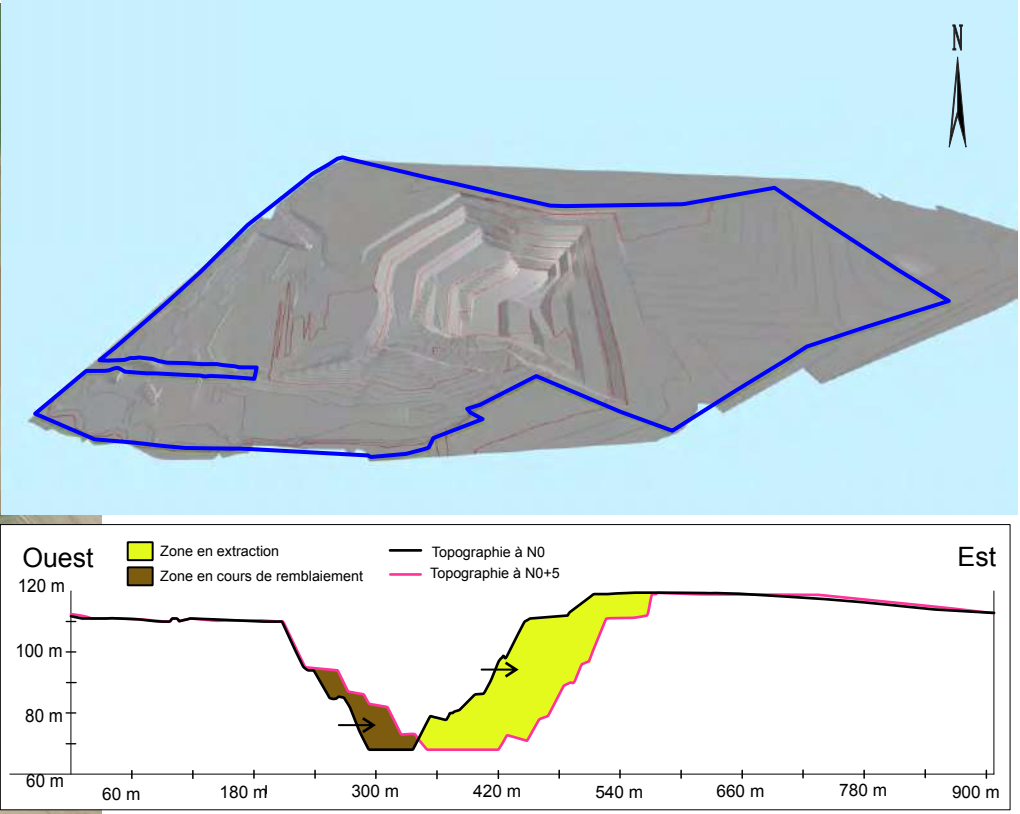
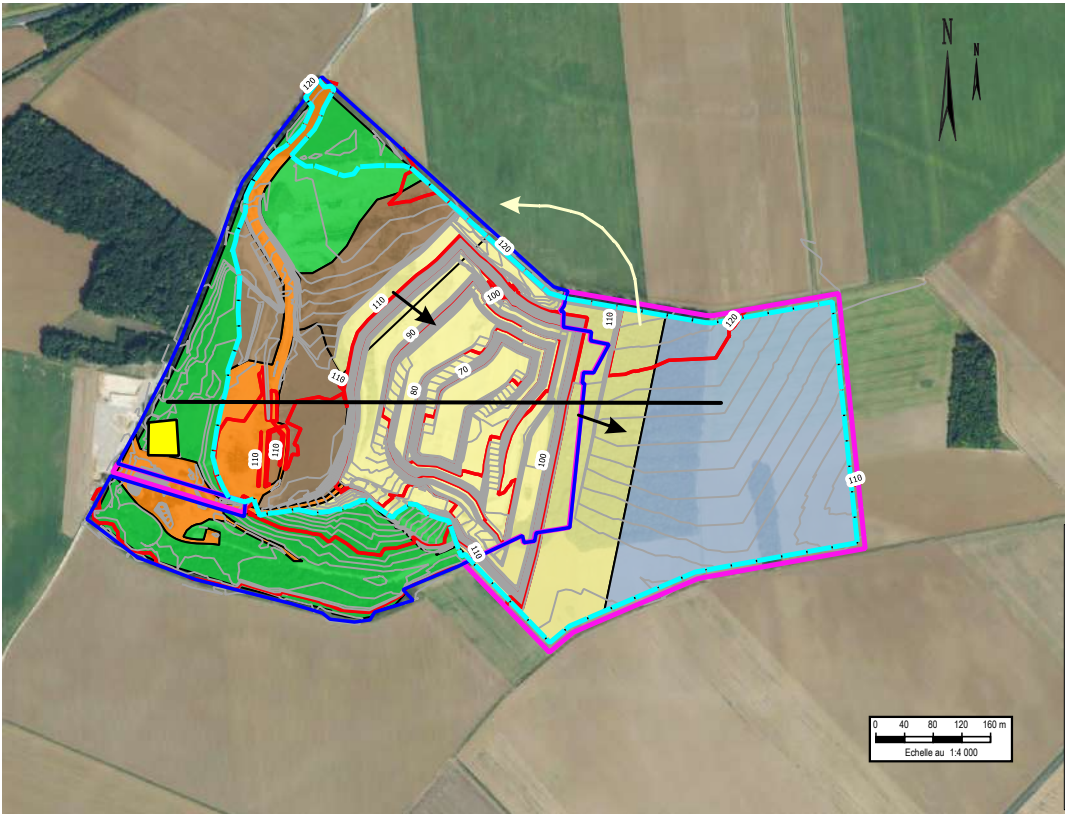
0 40 80 120 160 m

Echelle au 1:4 000

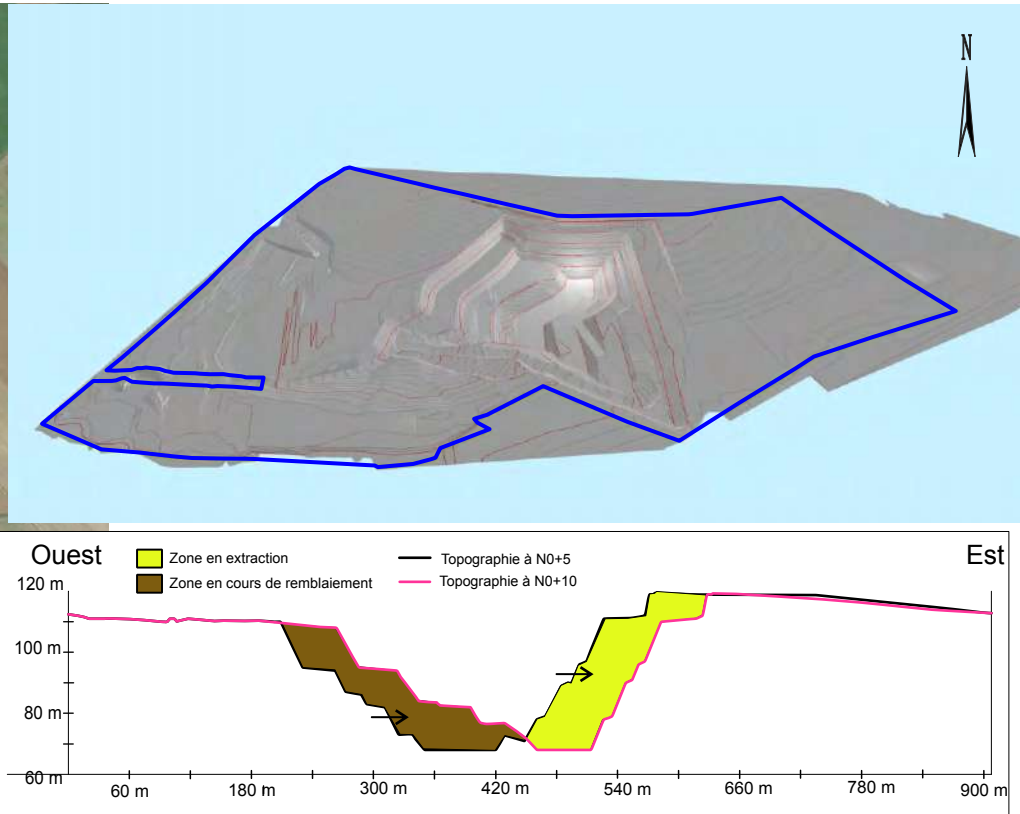




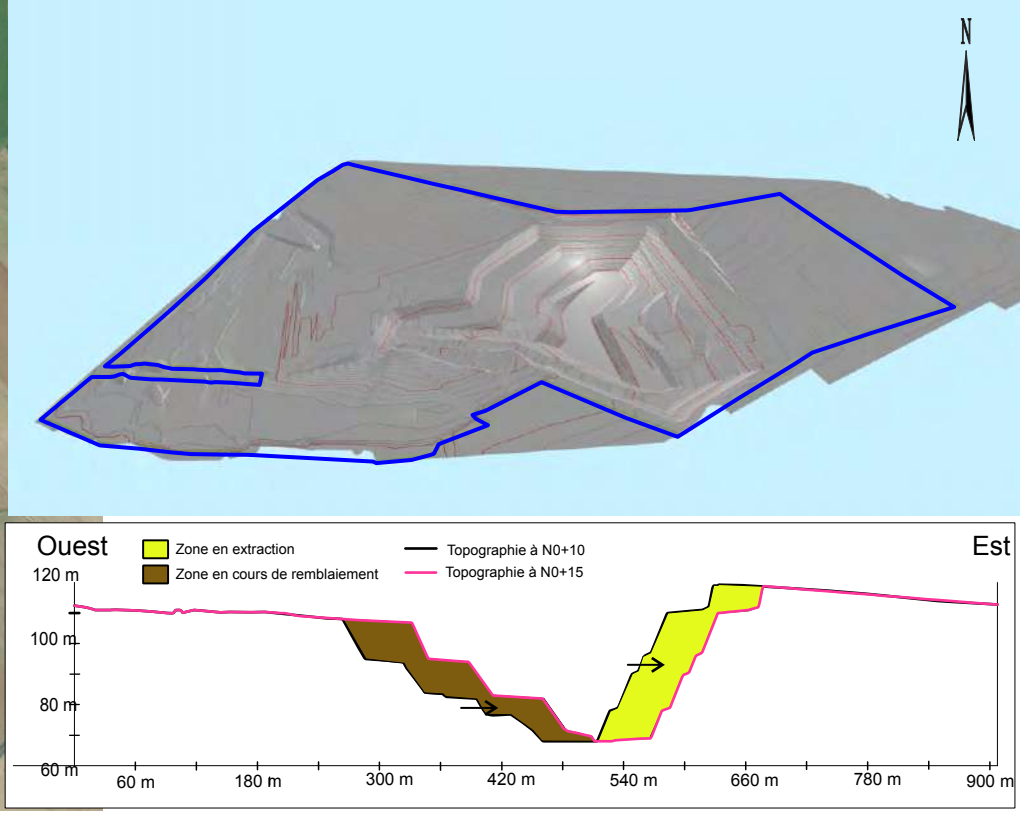
Phase A (N0 à N0+5)



Phase B (N0+5 à N0+10)



Phase C (N0+10 à N0+15)



LEGENDE

- Périmètre d'autorisation demandé en renouvellement
- Périmètre d'extension
- Périmètre impacté par le réaménagement
- Servitude d'utilité publique
- Trait de coupe
- Surfaces des infrastructures
- Surfaces en extraction
- Surfaces remises en état
- Surfaces en réaménagement
- Surface non exploitée
- Sens d'exploitation
- Mouvement des terres

GEO+
Environnement

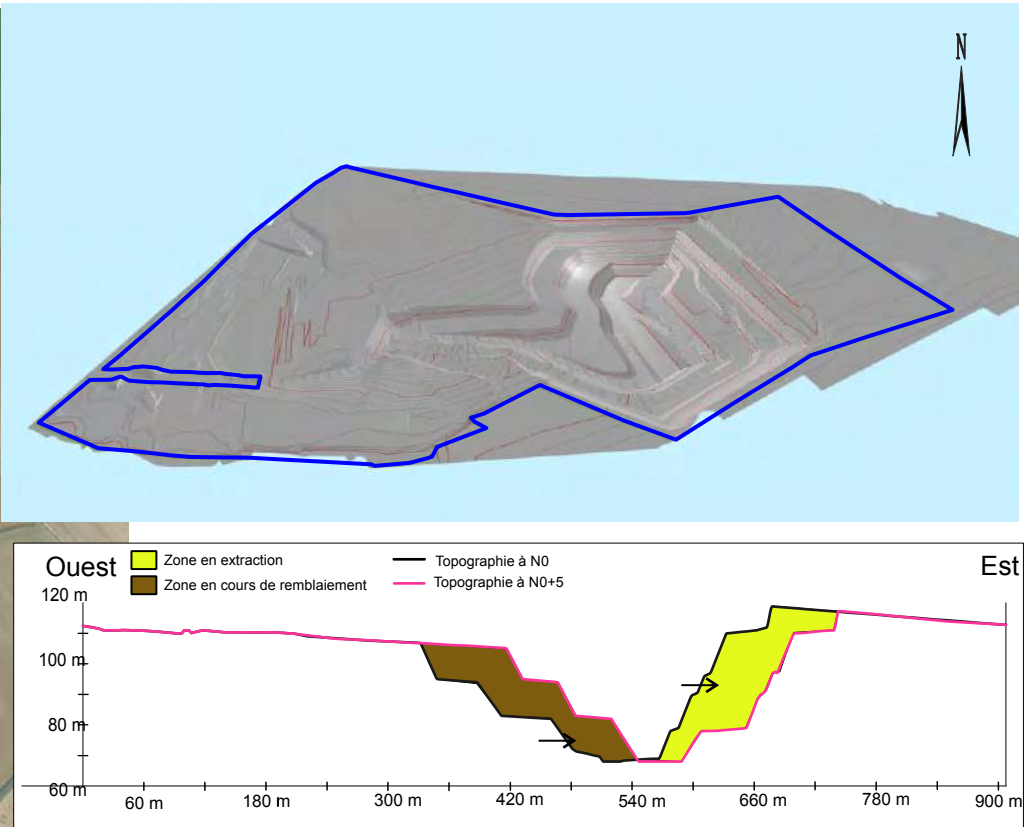
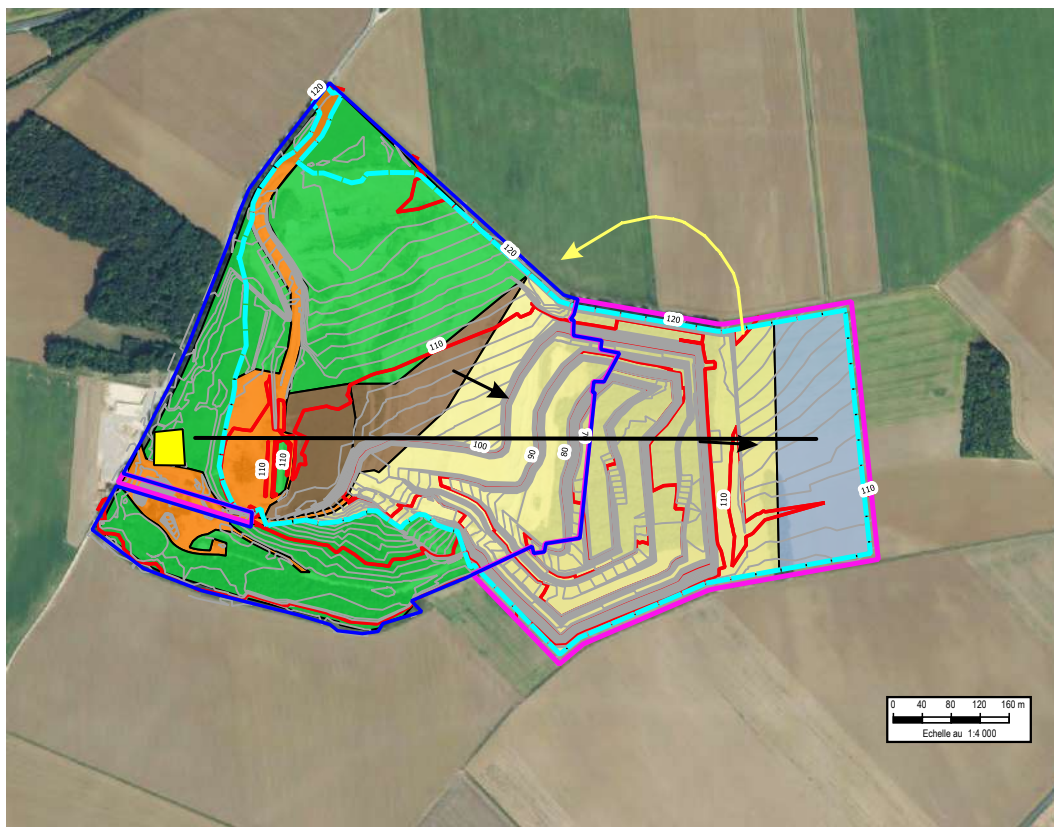
SIBELCO - Carrière de sable de La Chapelle-la-Reine (77)
Demande de renouvellement et d'extension de l'exploitation
Document administratif

Vues en plan, en coupe et en 3D de chacune des 6 phases

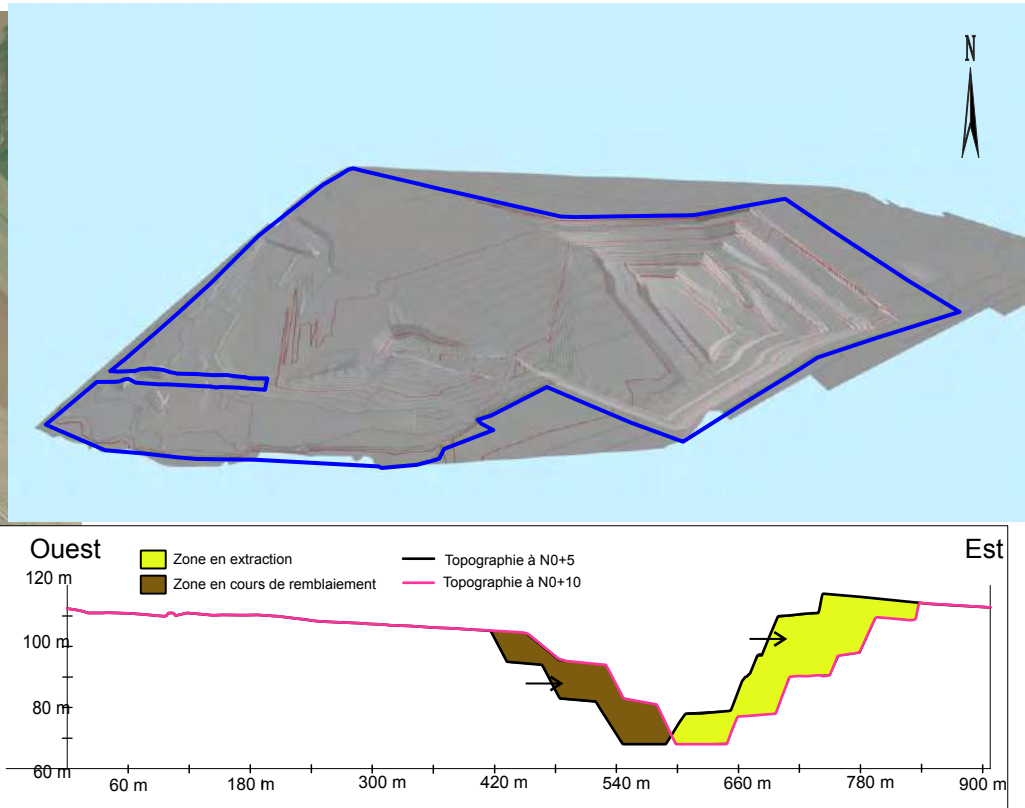
Sources : GéoPlusEnvironnement

Figure 12.a

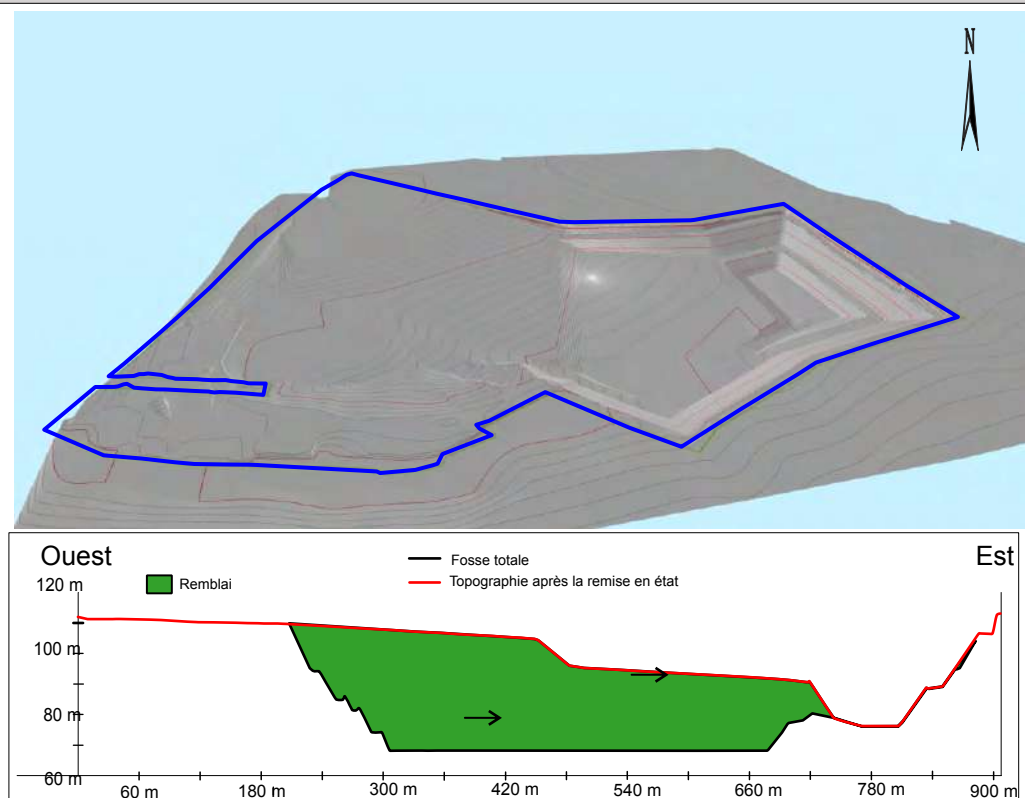
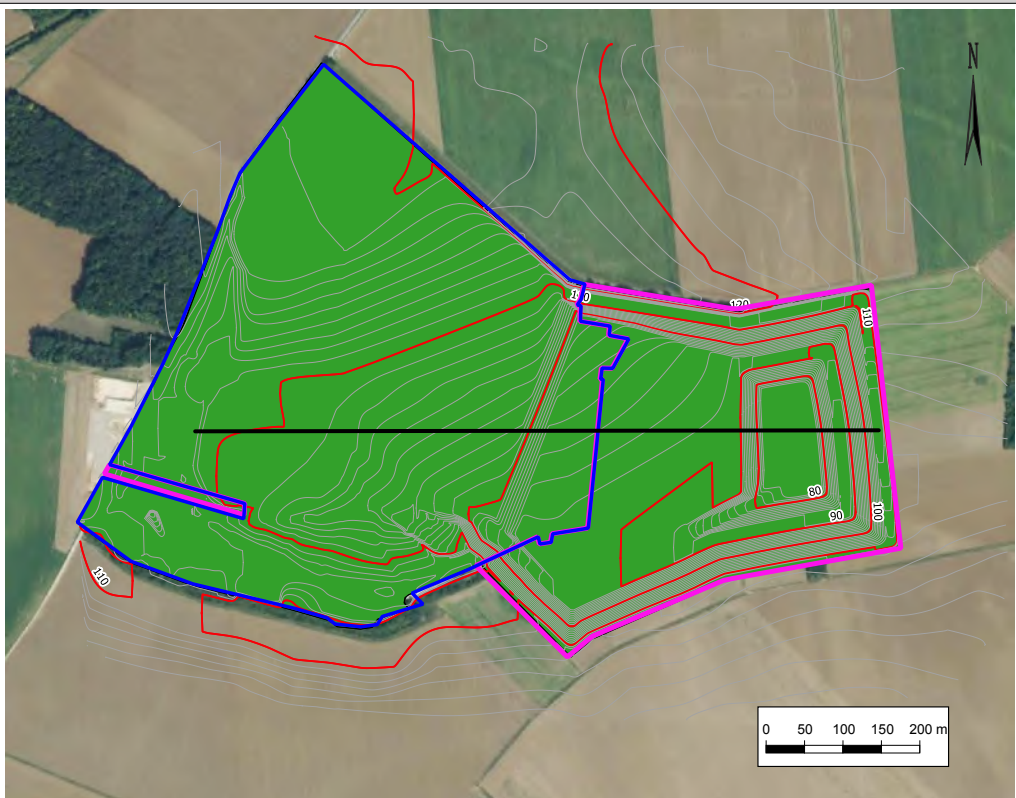
Phase D (N0+15 à N0+20)



Phase E (N0+20 à N0+25)



Etat final



LEGENDE

- Périmètre d'autorisation demandé en renouvellement
- Périmètre d'extension
- Périmètre impacté par le réaménagement
- Servitude d'utilité publique
- Trait de coupe
- Surfaces des infrastructures
- Surfaces en extraction
- Surfaces remises en état
- Surfaces en réaménagement
- Surface non exploitée
- Sens d'exploitation
- Mouvement des terres



SIBELCO - Carrière de sable de La Chapelle-la-Reine (77)
Demande de renouvellement et d'extension de l'exploitation
Document administratif






Vues en plan, en coupe et en 3D de chacune des 6 phases

Sources : GÉOPLUSENVIRONNEMENT










Figure 12.b










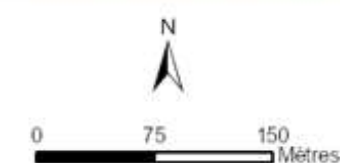
Projet

-  Aire d'étude
-  Zone de renouvellement
-  Zone extension
-  Limite de la servitude
-  Périmètre impacté par la remise en état

Type d'habitat

- | | |
|---|---|
|  Bassin et mare pionnière |  Pelouse sableuse très sèche sur sables fixés |
|  Friche prairiale |  Plantation claire et végétation basse thermophile |
|  Haie arborée et arbustive |  Plantation forestière |
|  Pelouse sableuse sur sables plus ou moins mobiles |  Roncier |
| |  Surface agricole |

-  Plantation arbustive
-  Blocs de grès plus ou moins important en taille et en densité
-  Courbe de niveau secondaire
-  Courbe de niveau principale
-  Route
-  Chemin
-  Limite communale



Ecosphère, SIBELCO, 2021

Source : Ecosphère, Sibelco

